

LA CREUSE

Avec vous au quotidien

aménagement

culture

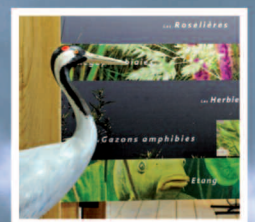
éducation

solidarité

transport

...

Rapport d'activité 2013



solidarité

éducation

culture

solidarité

culture



transport

éducation

aménagement

solidarité

CONSULTEZ LE NOUVEAU SITE INTERNET DU CONSEIL GÉNÉRAL

www.creuse.fr



HÔTEL DU DÉPARTEMENT - BP 250 - 23011 GUÉRET CEDEX - TÉL. 05 44 30 23 23



Apparu il y a trente ans avec les lois Defferre, le rapport annuel d'activité des services départementaux est un document public essentiel, un témoignage au service d'une ambition. Il recense les actions engagées et dresse un bilan permettant de prendre du recul, de porter un regard à la fois précis et analytique sur le travail et les services accomplis.

Ce document a vocation à présenter de façon claire toute la diversité des actions, responsabilités, services déployés par ceux et celles qui les portent, élus et agents de la collectivité, côte à côte.

Constat utile pour améliorer nos interventions et préparer l'avenir, ce rapport est un outil qui permet aux élus de faire le point sur la mise en œuvre des politiques qu'ils ont décidées. Ce document permet également à nos concitoyens de prendre connaissance des multiples décisions ou champs d'action du Conseil Général.

En effet, le Conseil Général de la Creuse déploie au quotidien, partout et pour tous, son action au service de tous.

Au cœur d'un réseau de forces vives, le Département s'est toujours affirmé comme la collectivité garante de la solidarité entre les personnes et entre les territoires. Derrière chaque action, ce sont des agents départementaux qui s'impliquent, avec comme souci la qualité du service rendu aux interlocuteurs : usager, partenaire économique, associatif ou institutionnel.

Face aux contraintes qui ont pesé sur les marges de manœuvre des collectivités, le Conseil Général a tenu à réitérer en 2013 le choix de l'investissement, de l'avenir, avec conviction, détermination et dans un souci d'exemplarité.

L'année 2013 a été marquée à nouveau par la volonté d'agir et de réaliser.

Par sa compétence sociale, le Conseil Général est la seule collectivité qui accompagne l'individu de la naissance jusqu'au grand âge. La protection de l'enfance, l'Aide Sociale à l'Enfance et la Protection Maternelle et Infantile font partie de ses compétences éminentes, exercées dans un contexte de précarité sociale grandissante qui malmène souvent la cellule familiale et rend le travail des agents du Conseil Général de plus en plus difficile. En outre, la crise maintient un haut niveau de recours aux dispositifs et allocations de solidarité.

Le Département est responsable des transports scolaires. Il est aussi chargé du fonctionnement des collèges en ce qui concerne l'état des bâtiments, l'accueil, l'entretien et la restauration. Le Conseil Général est enfin la collectivité à laquelle on s'adresse en cas d'accident dans la vie ou de perte d'autonomie. Le handicap et la dépendance, qu'il s'agisse des prestations servies aux personnes, du maintien à domicile ou de l'accueil en établissements, constituent l'un des premiers budgets du Département.

Par ailleurs, nous aménageons l'espace de vie et contribuons à son développement. C'est ainsi qu'en 2013, malgré la contrainte financière, nous sommes parvenus à poursuivre activement la modernisation du réseau routier. Les soutiens aux communes, aux associations, au sport, à la culture et au développement touristique ont été poursuivis avec un souci d'équilibre et de bonne gestion.

Enfin, le Conseil Général a poursuivi l'œuvre innovante et concertée engagée avec l'Agenda 21, projet de développement durable et solidaire qui s'inscrit dans l'optique de transition écologique et énergétique.

Cette volonté de développement humain et de tous nos atouts est au cœur de notre ambition. C'est ainsi que le Conseil Général est un échelon d'équilibre qui apporte une véritable « plus-value », dans un esprit participatif et dans le cadre d'une démocratie locale qui confortent la « République des territoires », ciment de la nation.

Faire œuvre utile pour les Creusois, en pleine application « des droits et libertés », des outils de développement et d'intelligence territoriale initiés par les lois de décentralisation, tel est notre mot d'ordre.

Proximité, Réactivité, Inventivité, telle notre devise.

Jean-Jacques LOZACH
Président du Conseil Général



Hôtel du Département
BP 250 - 23011 Guéret Cedex
Tél. 05 44 30 23 23 - Fax 05 44 30 23 27
president@cg23.fr - www.creuse.fr

ORGANIGRAMME DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Laurent-Xavier BLELLY
Tél. 05 44 30 23 30 lxblelly@cg23.fr

**CELLULE ORGANISATION, MÉTHODE,
QUALITÉ**
Françoise BARDIN
Tél. 05 44 30 27 79 fbardin@cg23.fr

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE**
Guy-Noël OUEDRAOGO
Tél. 05 44 30 23 58
gnouedraogo@cg23.fr

**DIRECTION DES RESSOURCES
HUMAINES**
Annie LALANDE
Tél. 05 44 30 23 36 alalande@cg23.fr

**DIRECTION DES FINANCES
ET DU BUDGET**
Denis CARRÉ
Tél. 05 44 30 23 32 dcarre@cg23.fr

**DIRECTION DE L'INFORMATIQUE
ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION**
Laurent CAZIER
Tél. 05 44 30 23 37 lcazier@cg23.fr

PÔLE JEUNESSE ET SOLIDARITES

Eric MORIVAL Tél. 05 44 30 23 40 emorival@cg23.fr

DIRECTION DU SECRETARIAT GÉNÉRAL
Cécile MOUTAUD
Tél. 05 44 30 23 45 cmoutaud@cg23.fr

**DIRECTION DE L'ENFANCE,
DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE**
Marie-Françoise FOURNIER
Tél. 05 44 30 23 66 mffournier@cg23.fr

**DIRECTION DES PERSONNES
EN PERTE D'AUTONOMIE**
Karine SALLOT
Tél. 05 44 30 23 46 ksallot@cg23.fr

**DIRECTION DE L'INSERTION
ET DU LOGEMENT**
Emmanuelle CUGURNO
Tél. 05 44 30 23 43 ecugurno@cg23.fr

**DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES
DE PROXIMITÉ**
Françoise LAPORTE
Tél. 05 44 30 23 44 flaporte@cg23.fr

**GIP MAISON DÉPARTEMENTALE
DES PERSONNES HANDICAPÉES**
Eric MORIVAL / Bernadette MERTENS
Tél. 05 44 30 23 76 bmertens@cg23.fr

PÔLE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS

Vincent TUOT Tél. 05 44 30 23 52 vtuot@cg23.fr

**DIRECTION DE LA MAÎTRISE
D'OUVRAGE ET DU SECRETARIAT
GÉNÉRAL**
Pierre WIDMANN
Tél. 05 44 30 23 53 pwidmann@cg23.fr

DIRECTION DES ROUTES
Pierre LAPENDRY
Tél. 05 44 30 23 55 plapendry@cg23.fr

**DIRECTION DES BÂTIMENTS
ET DES COLLÈGES**
Tél. 05 44 30 23 54

DIRECTION DES TRANSPORTS
Bouchaïb KHALLOUKY
Tél. 05 44 30 23 56 bkhallouky@cg23.fr

PÔLE DÉVELOPPEMENT

Vincent CARRÉ Tél. 05 55 81 87 44 vcarre@cg23.fr

**DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU SECRETARIAT GÉNÉRAL**
Annie AGEORGES
Tél. 05 44 30 24 26 aageorges@cg23.fr

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
Pascal BUGAT
Tél. 05 44 30 23 62 pbugat@cg23.fr

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE
Viviane OLIVIER
Tél. 05 44 30 23 51 volivier@cg23.fr

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE
Eric MATHÉ
Tél. 05 44 30 27 36 emathe@cg23.fr

DIRECTION DE L'EDUCATION
Cécile BOURDERIONNET
Tél. 05 44 30 23 71 cbourderionnet@cg23.fr

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE
ET DU LABORATOIRE D'ANALYSES**
Vincent CARRÉ
Tél. 05 55 81 87 44 vcarre@cg23.fr

**MAISON DÉPARTEMENTALE
DES PATRIMOINES**
Michel MANVILLE
Tél. 05 44 30 23 68 mmanville@cg23.fr

MISSION CULTURE
Joëlle GRAVE
Tél. 05 44 30 26 75 jgrave@cg23.fr

MISSION ÉCONOMIE ET TOURISME
Jacques BOURZAT
Tél. 05 44 30 23 38 jbourzat@cg23.fr

**SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE
ET VIE ASSOCIATIVE**
Pascal SAVOURAT
Tél. 05 44 30 24 18 psavourat@cg23.fr

MISSION ÉCO DÉPARTEMENT
Christine DE REYNAL
Tél. 05 44 30 24 27 cdereynal@cg23.fr

MISSION EAU POTABLE
Gilles MAZURE
Tél. 05 44 30 25 19 gmazure@cg23.fr

MAISONS DU DÉPARTEMENT

AUBUSSON

UTAS **Isabelle SIQUOT**
Tél. 05 55 67 72 03 isiquot@cg23.fr
UTT **Christophe GARRAUD**
Tél. 05 55 66 40 32 cgarraud@cg23.fr

BOUSSAC

UTAS **Brigitte AMISET**
Tél. 05 55 82 07 02 bamiset@cg23.fr
UTT **Claude HOUSSU**
Tél. 05 55 65 07 26 choussu@cg23.fr

AUZANCES

UTAS **Ali CHAKHS**
Tél. 05 55 83 70 01 achakhs@cg23.fr
UTT **Eric VANDERSTRAETE**
Tél. 05 55 83 89 45 evanderstraete@cg23.fr

GUÉRET

UTAS **Véronique HENAULT**
vhenault@cg23.fr & **Isabelle GORCE**
igorce@cg23.fr Tél. 05 44 30 23 49
UTT **Jean-Michel BLOIS**
Tél. 05 44 30 27 83 jmblois@cg23.fr

BOURGANEUF

UTAS **Marie-Hélène BARDE**
Tél. 05 55 54 01 46 mhbarde@cg23.fr
UTT **Jacques JAMILLOUX**
Tél. 05 55 64 06 93 jjamiloux@cg23.fr

LA SOUTERRAINE

UTAS **Ludovic MARTIN**
Tél. 05 55 63 93 09 lmartin@cg23.fr
UTT **Guy LEBLANC**
Tél. 05 55 89 88 41 gleblanc@cg23.fr

PARC DÉPARTEMENTAL **Frédéric RANCIER** Tél. 05 55 51 11 01 francier@cg23.fr

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ORGANIGRAMME DES SERVICES | 04 |
| LES DIRECTIONS FONCTIONNELLES | 07 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES | 08 |
| MANAGEMENT / CELLULE ORGANISATION, MÉTHODE, QUALITÉ | 09 |
| COMMUNICATION EXTERNE / DIRECTION DE LA COMMUNICATION | 10 |
| COMMUNICATION INTERNE | 12 |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES / PÔLE VIE AU TRAVAIL | 13 |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES / PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE | 14 |
| DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET | 15 |
| DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION | 17 |
| DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE / SERVICES AUX ASSEMBLÉES | 19 |
| DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION | 21 |
| PÔLE JEUNESSE ET SOLIDARITÉS | 23 |
| SECRETARIAT GÉNÉRAL | 24 |
| DIRECTION ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE | |
| • SERVICE PETITE ENFANCE / JEUNESSE | 26 |
| • AIDE SOCIALE À L'ENFANCE | 27 |
| • PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | 28 |
| DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE | 29 |
| DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT | 31 |
| DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ | 32 |
| PÔLE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS | 33 |
| DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DU SECRETARIAT GÉNÉRAL | 34 |
| PARC DÉPARTEMENTAL | 36 |
| DIRECTION DES ROUTES | 37 |
| DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES | 39 |
| DIRECTION DES TRANSPORTS | 41 |
| PÔLE DÉVELOPPEMENT | 43 |
| SECRETARIAT GÉNÉRAL | 44 |
| DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE | |
| • AGRICULTURE, FORÊT, DÉVELOPPEMENT RURAL | 45 |
| • POLITIQUES TERRITORIALES | 46 |
| • MISSION EUROPE | 47 |
| MISSION ÉCONOMIE ET TOURISME | |
| • ÉCONOMIE | 48 |
| • TOURISME | 49 |
| DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE (DEATL) | |
| • ENVIRONNEMENT | 50 |
| • ASSISTANCE TECHNIQUE | 51 |
| • LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES | 52 |
| MISSION CULTURE | 53 |
| SERVICE DES SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE | 54 |
| DIRECTION DE L'ÉDUCATION | 56 |
| • CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES | 57 |
| BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE | 58 |
| ARCHIVES DÉPARTEMENTALES | 60 |
| MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES | 61 |
| GLOSSAIRE | 63 |

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 3

.....

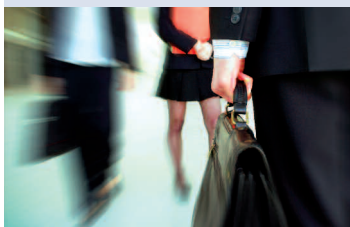


LES
DIRECTIONS
FONCTIONNELLES

07

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 3

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES



Missions

- Assistance à l'autorité territoriale pour la définition des orientations stratégiques de la collectivité ou du territoire.
- Participation à la définition du projet global de la collectivité qui vise au développement d'un territoire et des prestations envers les populations.
- Mise en œuvre des orientations de politiques publiques définies par l'autorité territoriale.
- Veille au plan stratégique.
- Médiation avec l'environnement institutionnel, économique et social au service des politiques publiques.
- Coordination et pilotage de l'équipe de direction, gestion administrative et financière des services.
- Impulsion des projets stratégiques.

Standard-Accueil :

- Accueil physique et téléphonique du Conseil Général.

Principales réalisations 2013

- Mise en cohérence entre Agenda 21, nouvelle programmation des fonds européens et politiques territoriales.
- Réflexion sur le volet interne de l'Agenda 21 en lien avec une réflexion sur les principes managériaux de la collectivité.
- Lancement d'une ingénierie territoriale.
- Accompagnement de la démarche Nouvelles Ruralités.
- Dialogue social.
- Engagement de l'étude sur les risques psychosociaux.

Evolutions prévues pour 2014

- Suivi de la nouvelle programmation des fonds européens.
- Suivi du nouveau Contrat de Projet Etat-Région.
- Pilotage de l'Agenda 21.
- Pilotage de l'ingénierie territoriale.
- Mise en œuvre du rapport sur les Nouvelles Ruralités.
- Mise en place d'un nouveau règlement d'administration générale.

MANAGEMENT

CELLULE ORGANISATION, MÉTHODE, QUALITÉ



Chiffres clés

- 8 analyses financières de structures associées
- 41 entretiens menés dans le cadre de l'évaluation du schéma de développement touristique
- 31 contributions sur le Forum des contrôleurs de gestion

Missions

- Etudes et diagnostics organisationnels.
- Optimisation et rationalisation des procédures.
- Développement de dispositifs et d'outils de pilotage et d'évaluation.
- Contrôle des structures associées.
- Contrôle Qualité Gestion de la subvention globale FSE.
- Appui au pilotage de projets.
- Coordination du rapport d'activité et du rapport développement durable.
- Organisation des journées des cadres.

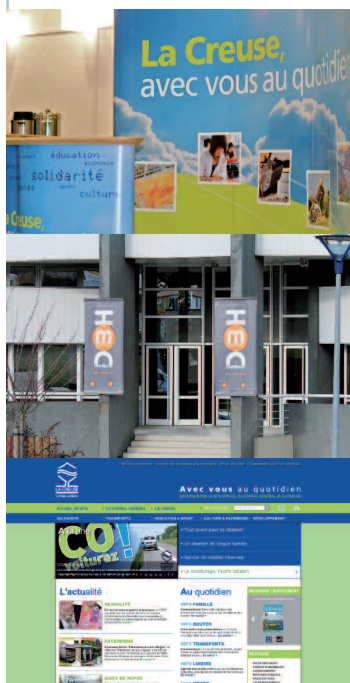
Principales réalisations 2013

- Coordination de l'organisation de l'exposition « La Creuse, une vallée atelier ».
- Bilan d'étape fusion des pôles Développement et Education-Culture-Sports.
- Entretiens menés avec les directions/services destinés à réaliser un état des lieux pour le volet interne de l'Agenda 21 et la rédaction du rapport Développement Durable.
- Organisation d'une formation Découverte de la Collectivité (2 sessions).
- Evaluation du schéma départemental de développement touristique.
- Procédure de contrôle des associations.
- Contrôle Qualité Gestion dans le cadre de la subvention globale FSE.
- Analyse des coûts du Laboratoire par secteur.
- Réunions mensuelles avec le SDIS et organisation de comités de pilotage (Laboratoire, Parc départemental, Cité de la Tapisserie, Conservatoire Emile Goué). Projections financières sur 3 ans pour le Parc départemental et le Conservatoire de musique.
- Déploiement de PROGOS.

Evolutions prévues pour 2014

- Projet Accessibilité des services publics.
- Analyse financière des associations gérant des chantiers d'insertion.
- Formation interne : Découverte de la Collectivité et les grandes notions budgétaires et comptables.

COMMUNICATION EXTERNE DIRECTION DE LA COMMUNICATION



Données budgétaires

• **Budget communication :**
145.000 €,
dont 99.000 € de lots promotionnels et 25.000 € d'insertions publicitaires

• **Budget impression :**
98.000 €,
dont 72.000 € pour le Magazine de la Creuse et ses suppléments

Missions

Charte graphique du Conseil Général :

- Conception et réalisation des supports de communication, en collaboration avec les directions et services demandeurs (dossiers, plaquettes, affiches, panneaux, web, etc.)
- Contrôle des supports de partenaires intégrant la signature Conseil Général

Magazine de la Creuse et ses suppléments :

- Reportages rédactionnels et photos, conception et mise en page

Site Internet :

- Conception et réalisation de l'arborescence et des maquettes
- Développement
- Rédaction et illustration

Relations avec la presse :

- Rédaction et diffusion de communiqués de presse
- Rédaction et diffusion de dossiers de presse
- Conception et mise en œuvre de plans médias

Divers :

- Sélection et gestion d'objets promotionnels griffés Conseil Général
- Interventions ponctuelles en soutien de la Communication interne (maquettes, plaquettes, affiches, etc.)
- Conception et réalisation d'expositions (Archives départementales, etc.)
- Campagnes de communication dans la presse
- Participation aux actions de communication partenariales

Principales réalisations 2013

- Refonte complète du site Internet du Conseil Général : conception, écriture et réalisation intégralement en régie
- Maquettes du site Internet de Covoiturage, en collaboration avec la société Ecolutis pour le développement
- Maquettes et reprise des contenus du site Internet de la Vallée des Peintres, en collaboration avec l'ADRT
- Expositions des Archives départementales : Maçons de la Creuse, Histoire du Mouvement coopératif
- Conception et organisation du colloque sur les Nouvelles Ruralités de Vichy, en collaboration avec les directions de la communication des CG03, 18 et 58

COMMUNICATION EXTERNE DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Evolutions prévues pour 2014

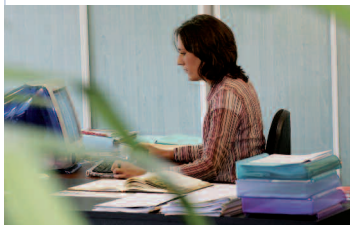
- Achèvement et mise en ligne du site Internet du Conseil Général (1^{ère} phase)
- Gestion en temps réel de l'actualité départementale sur le site du Conseil Général
- Conception et réalisation du site Internet de la Réserve de l'Etang des Landes
- Développement d'applications nouvelles (télé-procédures) sur le site Internet du Conseil Général (2^{ème} phase)
- Poursuite de la politique d'édition de supports de communication, avec une priorité pour les actions en direction de la population (PJS)
- Poursuite du Magazine de la Creuse (5 numéros et 5 suppléments prévus)
- Réforme du mode d'attribution des lots promotionnels, en vue de rationaliser les dépenses



Chiffres clés

- 5 numéros et 4 suppléments du Magazine de la Creuse
- 98 communiqués de presse
- 42 conférences de presse organisées
- 51 nouveaux supports de communication (affiches, plaquettes, etc.)

COMMUNICATION INTERNE



Données budgétaires

40.140 €, dont :

- 28.130 €, arbre de Noël
- 7.450€ : réception
- 4.560 € divers

Chiffres clés

La Lettre en Marche :

- 6 bimestrielles
- 4 éditions spéciales

59 agents éligibles à l'une des trois médailles du travail

642 enfants conviés à l'arbre de Noël

Missions

Cellule communication :

- Répondre aux besoins d'information du personnel
- Communiquer sur les décisions et les choix de la collectivité
- Accueillir les nouveaux agents

Principales réalisations 2013

- Refonte de la partie Ressources Humaines sur Intranet
- Organisation de la cérémonie de remise des médailles et des retraités
- Organisation de l'arbre de Noël
- Communication à la demande des services
- Elaboration de nouveaux documents : fiches réflexes, manuel de sécurité...
- Mise en place d'une aide logistique à l'organisation d'un moment de convivialité lors de départ en retraite

Evolutions prévues pour 2014

- Rédaction d'un nouveau plan de communication 2014/2016
- Etablissement de nouvelles cartes professionnelles
- Procédure de gestion des départs d'agents



Données budgétaires

Médecine préventive :
24.256 €

Prévention & sécurité au travail : 17.374 €

Action sociale :
965.124€ dont

- 694.479 € titres restaurant
- 179.792 € chèques vacances

- 16.468 € prestation garde d'enfants

- 8.288 € allocation enfants handicapés

- 19.482 € secours exceptionnels aux agents en difficulté

- 35.572 € prêts aux agents en difficulté

Acquisition de mobilier : 67.903 €

Acquisition de fournitures :
71.989€

Acquisition des produits d'entretien :
41.697 €

Travaux en régie :
31.112 €

Chiffres clés

- 1.050 visites comptabilisées par le service de médecine (médecin et psychologue)
- 17 aménagements de poste
- 117 agents ont rencontré l'assistante de service social
- 60 dossiers examinés par la Commission Prêts et secours

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE VIE AU TRAVAIL

Missions

Médecine préventive :

- Surveillance médicale des agents,
- Interventions en milieu professionnel,
- Soutien psychologique.

Prévention et sécurité au travail :

- Travail en étroite collaboration avec le CHS dans le cadre de la démarche de prévention,
- Préparation des CHS.
- Action sociale en faveur des agents.

Appui logistique :

- Amélioration des conditions matérielles d'exercice des agents (entretien et surveillance des locaux, entretien des espaces verts, préparation des diverses manifestations, gestion des fournitures et des mobiliers, prise en charge les opérations de manutention).

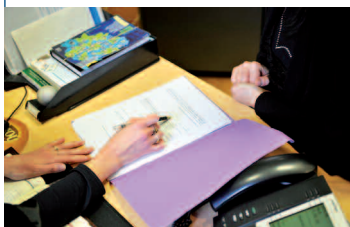
Principales réalisations 2013

- Poursuite de la surveillance médicale des agents du Conseil général et conventionnement avec le Centre de gestion.
- Mise en place du Plan de prévention des risques psychosociaux : réalisation du diagnostic et préparation du plan d'actions.
- Finalisation du Document Unique d'évaluation des risques.
- Réalisation d'un Manuel de Sécurité à destination des cadres.
- Mise en place de formations au risque incendie.
- Mise en œuvre au 1er janvier 2013 de l'aide à la protection sociale complémentaire (364 bénéficiaires).
- Organisation des 1ères journées retraite.
- Installation d'une 2ème laverie à Felletin.

Evolutions prévues pour 2014

- Mise en œuvre du plan d'actions Plan de prévention des risques psychosociaux.
- Restructuration du réseau des assistants de prévention (anciens ACO)
- Mise en œuvre du plan d'actions du Document Unique et toutes les actions ayant trait à la prévention des risques
- Poursuite de la mise en œuvre des formations Incendie
- Reconstitution des Journées Retraites pour les agents nés avant 1958.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE



Données budgétaires

- Frais de personnel hors Parc et Laboratoire : 43.240.149 €
- Frais de personnel du Laboratoire : 1.403.074 €
- Frais de personnel du Parc : 341.512 €
- Coût pédagogique des formations : 118.709 €
- Frais de déplacements (missions et formations) : 259.889 €
- Coût des insertions publicitaires : 16.000 €
- Coût des stagiaires : 18.300 €

Chiffres clés

1.170 agents au 31/12/2013, dont 31 agents mis à disposition, 29 agents en détachement

- 2.721 jours de formation
- 31 départs en retraite
- 31 recrutements de non titulaires sur vacance temporaire d'emploi
- 32 recrutements extérieurs
- 2 intégrations suite à une mise à disposition BSMAT
- 32 emplois saisonniers
- 5 emplois d'avenir
- 1 contrat d'apprentissage
- 88 stagiaires scolaires reçus
- 6 CTP dont 2 CTP restreints
- 27 CAP réparties sur 7 dates

Missions

- Gestion des recrutements
- Gestion administrative des agents et de leurs carrières
- Gestion de la mobilité interne
- Gestion et développement des compétences
- Gestion des instances paritaires
- Gestion budgétaire (masse salariale, frais de déplacement et de formation, etc.) et analyses financières.

Principales réalisations 2013

- Signature de 5 emplois d'avenir.
- Etude pour recrutement de services civiques.
- Elaboration d'un plan de formation pluriannuel (PPF) accompagné d'une charte de la formation des personnels.
- Mise en place de dispositifs avec AFPA et GRETA pour accompagner les agents en difficultés.
- Mise en place d'un complément au remboursement des frais du CNFPT.
- Refonte du guide des déplacements.
- Versement de la cotisation transport au 01/07/2013.
- Reprise des carrières des agents d'entretien polyvalent (AEP).

Evolutions prévues pour 2014

- Mise en œuvre du PPF plateforme cadres.
- Bilan des années d'expérimentation de l'entretien professionnel.
- Informatisation de la gestion des frais de déplacement.
- Amorçage d'une GPEC pour la collectivité.
- Signature de 5 services civiques, 5 emplois d'avenir.
- Bilan de l'apprentissage.
- Informatisation de la gestion des postes.
- Accès à l'emploi titulaire avec examen (délibération 25.03.13).
- Réforme de la catégorie C dans sa globalité.
- Evolution du logiciel de gestion des ressources humaines vers une version Web.
- Enclencher la procédure de dématérialisation des échanges avec la paierie.
- Affiner les outils de pilotage.

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET



Données budgétaires

La Direction des Finances et du Budget est chargée principalement de l'établissement du budget départemental, qui s'est élevé en 2013 à un peu plus de 225 M€

Missions

- Etablissement et exécution du budget départemental (budget principal et budgets annexes).
- Suivi d'exécution des 3 budgets suivants : GIP MDPH, Syndicat mixte d'étude pour la gestion des déchets ménagers, Syndicat mixte pour la valorisation des Ruines de Crozant.
- Instruction des dossiers de demande de subvention déposés par les diverses associations au titre du subventionnement départemental (relations publiques, sécurité, domaine social) ou des dotations cantonales.
- Répartition pour les communes des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement et du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle.
- Gestion des assurances du patrimoine mobilier et immobilier du Département.
- Garanties d'emprunt des établissements ou associations (hors logements aidés).
- Liquidation des frais de déplacement des conseillers généraux et calcul du montant de l'imposition pour les conseillers généraux ayant opté pour la retenue à la source de leurs indemnités.
- Etude prévisionnelle de la fiscalité.
- Gestion de la dette.
- Gestion des immobilisations servant au calcul des amortissements.

Principales réalisations 2013

- Une nouvelle convention avec la Direction Départementale des Finances Publiques a été conclue pour une période de 5 ans permettant de faire perdurer jusqu'en 2017 l'étroite collaboration entre l'ordonnateur et le comptable du Département. Ce partenariat sera orienté vers dix actions communes dans le but d'optimiser les circuits comptables et financiers.
- Poursuite de l'inventaire des biens du Département et le calcul des amortissements qui en découlent.
- Renouvellement du marché des assurances du Département qui a nécessité neuf lots pour 4 ans au 1^{er} janvier 2013.
- Régularisation de la TVA des transports scolaires sur les années 2011 à 2013 et mise en œuvre de la télé-déclaration à compter de 2014.

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Evolutions prévues pour 2014

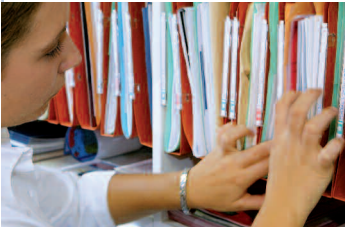
- En vue de la dématérialisation des pièces comptables (suppression des bordereaux et des mandats pour les dépenses et des bordereaux et des titres de perception pour les recettes ainsi que les pièces justificatives), le nouveau portail entre l'ordonnateur et le comptable (Protocole d'Echange Standard - PES V2) a fait l'objet d'une mise en œuvre en production au 1^{er} janvier 2014.
- Expérimentation de la dématérialisation des pièces justificatives de paiement sur le budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses.
- Mise en place également de la dématérialisation de l'ensemble des documents budgétaires entre le Département et les services préfectoraux (projet ACTES).



Chiffres clés

- 1.850 lignes budgétaires
- 34.000 mandats (budget principal, budgets annexes du Laboratoire départemental d'analyses et du Parc départemental, Maison Départementale des Personnes Handicapées)
- 20.000 titres de perception émis
- 16.000 fiches d'immobilisation saisies permettant ainsi une traduction fidèle du patrimoine en comptabilité

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE,
SERVICE DES MARCHÉS,
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION**



Données budgétaires

Marchés publics :

- annonces et insertions : 180.000 €

Affaires juridiques :

- frais d'actes et de contentieux : 57.000 €

Documentation :

- 85.900 €

Missions

Marchés publics :

- Gestion des procédures liées à la commande publique (de la rédaction à la notification).
- Gestion des délégations de service public.
- Gestion des marchés publics supérieurs à 90.000 € HT.

Affaires juridiques :

- Rédaction des arrêtés.
- Gestion des demandes d'accès aux documents administratifs.
- Participation aux recherches et aux consultations juridiques.
- Traitement des réclamations et contentieux.

Documentation :

- Gestion de l'espace documentaire du Conseil Général.
- Diffusion d'informations administratives juridiques et sociales au travers notamment du « Point Info ».
- Veille juridique.

Pré-archivage :

- Organisation des travaux de pré-archivage dans tous les services. Conseils à la préparation des versements de documents aux Archives Départementales.

Principales réalisations 2013

Marchés publics :

- Organisation de l'archivage du Bureau des Marchés.
- Mise en place d'une procédure de saisine dématérialisée du Bureau des Marchés.
- Consolidation et formation de l'équipe (arrivée d'un nouvel agent).

Affaires juridiques :

- Déménagement.
- Mise en place d'une procédure de saisine dématérialisée des Affaires Juridiques.
- Réflexion et rédaction du guide des actes administratifs en cours.

Documentation :

- Déménagement.
- Aménagement d'une salle d'archive de 45 mètres linéaires.
- Mise en place d'une procédure de saisine dématérialisée pour les recherches documentaires.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE,
SERVICE DES MARCHÉS,
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION

Evolutions prévues pour 2014

Réflexion globale sur la dématérialisation dans les marchés publics :

- pièces administratives demandées aux entreprises,
- réception des offres par le biais du lancement d'une nouvelle consultation pour la plateforme des marchés du Département,
- signature électronique des pièces des marchés par le Président, archivage électronique.

Affaires juridiques :

- Finalisation et diffusion du guide des actes administratifs.
- Consolidation de la procédure de recensement et de suivi des contentieux au sein de la collectivité.
- Réflexion quant au contenu des délégations de signature.

Documentation :

- Inventaire et diffusion des ressources documentaires.
- Communication par Intranet des achats récents et des actualités juridiques importantes.

Pré-archivage :

- Réalisation d'une note/synthèse sur l'archivage numérique et électronique (textes législatifs, réglementaires, recommandations, etc.).

Chiffres clés

Marchés publics :

- 26 avis de publicité publiés
- 65 marchés notifiés
- 36 marchés attribués à des entreprises creusoises
- 11 réunions de la Commission d'Appel d'Offres
- 1 réunion de la Commission de Délégation de Service Public
- 2 réunions de jury de concours
- 9 aides apportées à d'autres collectivités
- 24 accompagnements des services du CG pour les achats inférieurs à 90.000 €

Affaires juridiques, 46 arrêtés rédigés, dont :

- 8 arrêtés de délégations de signature
- 38 arrêtés de commissionnement au titre de la voirie routière
- 4 suivis de recours contentieux
- 33 consultations juridiques sur des thématiques diverses
- 8 conventions vérifiées
- 4 réponses au titre de l'accès aux documents administratifs

Documentation :

- 18 points infos rédigés
- 120 revues et journaux réceptionnés et gérés
- 36 ouvrages acquis en 2013

Pré-archivage, 368 mètres linéaires traités, dont :

- 12 ml versés aux Archives départementales pour conservation définitive
- 111 ml détruits après visa légal
- 245 ml conservés au pré-archivage ou dans le service d'origine après traitement



Données budgétaires

- Frais d'affranchissement : 231.594 €
- Entretien et réparations du matériel roulant : 177.407,90 €
- Achat de véhicules : 134.028 €

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE SERVICES AUX ASSEMBLÉES

Missions

Secrétariat des Assemblées :

- Gestion des travaux de l'Assemblée (séances du Conseil Général et de la Commission Permanente) en liaison avec le Cabinet du Président.
- Gestion centralisée des délibérations.

Bureau du courrier :

- Liaison entre les différents sites du Conseil Général
- Enregistrement informatisé du courrier entrant
- Affranchissement du courrier sortant

Service des chauffeurs :

- Au service des élus, et de l'Aide sociale à l'enfance
- Suivi des véhicules (inventaire, suivi kilométrique, suivi des différentes opérations)
- Suivi de l'entretien des véhicules
- Renouvellement des véhicules (dans le cadre d'un marché commun avec le Parc départemental).

Principales réalisations 2013

Secrétariat des Assemblées :

- Acquisition d'un logiciel de gestion des rapports et des délibérations visant dans un premier temps :
 - . la dématérialisation du processus de validation interne des documents,
 - . la publication et la recherche des délibérations sur l'intranet et le site internet de la collectivité
 - . la télétransmission des délibérations au Contrôle de Légalité de la préfecture

Dans une deuxième phase de développement, dématérialiser les arrêtés.

- Mise à jour des fiches du guide des aides départementales (en lien avec les secrétariats généraux et la Direction de la Communication) en vue d'une publication orientée usager sur le site internet du Conseil Général

Bureau du courrier :

- Elaboration d'un projet de gestion dématérialisée du courrier.

Service des chauffeurs :

- Renouvellement de 11 véhicules.
- Suivi des parcours réalisés par les véhicules de l'UTAS de Guéret.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
SERVICES AUX ASSEMBLÉES

Evolutions prévues pour 2014

Secrétariat des Assemblées :

- Déploiement du logiciel acquis en 2013 selon le calendrier suivant :
 - . installation des bases de test et de production : février 2014
 - . formation des utilisateurs : mars/avril 2014
 - . séance en « double » (transition de l'ancien au nouveau dispositif) commission permanente de mai 2014

Bureau du courrier :

- Présentation au CODIR puis réflexion avec les services sur la mise en place d'un outil de gestion dématérialisée du courrier

Service des chauffeurs :

- Formation à l'éco-conduite
- Développement de l'usage de véhicules électriques



Chiffres clés

- 11 réunions de la Commission Permanente
 - 7 réunions de l'Assemblée départementale (dont une spécifiquement consacrée au redécoupage cantonal)
 - 594 délibérations
 - 83 véhicules
 - 1.302.865 kilomètres parcourus
- Les parcours de moins de 60 km des véhicules de l'UTAS de Guéret ont représenté environ 50.000 km

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION



Données budgétaires

Fonctionnement : 852.190 €, dont :

- 523.901 € pour l'ensemble des prestations de maintenance des logiciels et des matériels utilisés dans les services

- 250.450 € pour les réseaux de communications voix et données (75 sites) supportant les échanges internes et avec l'extérieur de la collectivité, notamment Internet

Investissement : 927.595 €, dont :

- 258.029 € consacrés aux études et à l'acquisition de nouveaux logiciels (hors bureautique) et 245.571 € pour l'équipement informatique des collèges (postes de travail, tableaux blancs interactifs, réseaux des établissements, Espaces Numériques de Travail)

Missions

- Modernisation du système d'information de la collectivité (qualification des demandes, développement et mise en œuvre des solutions informatiques les plus adaptées aux besoins).
- Maîtrise d'œuvre des projets techniques (acquisition, déploiement et gestion de l'ensemble des équipements bureautiques — micro-ordinateurs, imprimantes, copieurs multifonctions — ainsi que des infrastructures de téléphonie, le stockage et les échanges de données entre les services).
- Assistance des utilisateurs dans leurs difficultés à exploiter les matériels et logiciels informatiques dont ils sont dotés.
- Contribution aux projets d'aménagement numérique du territoire (haut et très haut débit, téléphonie mobile, promotion des usages relatifs au TIC, etc.).

Principales réalisations 2013

- Lancement de la modernisation des outils existants à la Direction des Ressources humaines.
- Acquisition de logiciels de gestion des rapports et délibérations et de suivi du patrimoine immobilier (inventaire des plans, gestion des contrats, des énergies).
- Ouverture à la Bibliothèque Départementale d'un nouveau service en ligne à destination des bibliothèques de la Creuse.
- Installation de nouveaux postes informatiques combinant plus faible consommation d'énergie et meilleur confort d'usage.
- Accroissement des espaces de stockage (passage de 3 à 20 Tera octets) pour supporter la montée en charge du volume de données, notamment suite aux projets relatifs à la dématérialisation des échanges.
- Mise en œuvre du protocole normalisé Hélios – PES V2 pour la dématérialisation des chaînes comptables et financières en lien avec la paierie départementale.
- En matière d'aménagement numérique, adoption par le Département du Schéma Directeur régional d'Aménagement Numérique (SDAN) pour la montée en débit (5 Mbps minimum d'ici fin 2015) et le déploiement du très haut débit sur l'ensemble du Limousin à plus long terme.

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

Evolutions prévues pour 2014

- Achèvement des chantiers lancés en 2013.
- Installation d'un module de gestion des frais de déplacements.
- Migration des postes de travail des agents vers Windows 7 et Office 2013.
- Equipement de l'espace muséographique de la maison de la réserve de l'Etang des Landes.
- Optimisation des remontées des données de la viabilité hivernale grâce à des terminaux embarqués par les patrouilleurs.
- Lancement du chantier de renouvellement du cœur de réseaux assurant les communications entre les deux salles informatiques et supportant les échanges avec l'ensemble des sites distants.

En matière d'informatisation des collèges :

- Poursuite de la modernisation du parc des micro-ordinateurs, avec plus particulièrement les salles multimédia et installation de deux nouvelles salles de sciences dans les EPLE d'Ahun et Bénévent-l'Abbaye.
- Poursuite du remplacement des équipements réseaux sur tous les sites. Changement des autocommutateurs supportant l'ensemble des lignes téléphoniques des établissements de Crocq et de Bonnat.
- Poursuite de l'accompagnement des collèges qui souhaitent utiliser l'ENT jusqu'à son remplacement prévu en 2015 dans le cadre du nouvel appel d'offres en préparation avec la Région Limousin.

Chiffres clés

- 919 micro-ordinateurs déployés dans les services du Conseil Général, dont près de 150 portables et 130 postes informatiques économes en énergie installés dans les UTAS
- 1.279 sollicitations reçues au PAI
- 7 référentiels (BD Carto, BD Ortho, Scan 25, 1000 et départemental, BD Carthage et le cadastre numérisé)
- 30 cartes thématiques composent le Système d'Information Géographique (SIG) départemental
- 2 M€ consacrés aux TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Éducation) depuis le lancement du plan d'informatisation des établissements
- Déploiement en 2013 de 350 ordinateurs neufs dans les collèges (chaque salle de classe est au moins équipée d'un ordinateur dans les 18 collèges creusois)
- 13 collèges équipés de l'ENT Elie et 151.252 connexions comptabilisées en 2013
- 1 ordinateur pour 3 collégiens
- 6.900 foyers, structures publiques ou privées raccordés à l'Internet grâce au réseau DORSAL, dont 1.200 foyers par le Wimax répartis sur près de 150 communes



PÔLE
JEUNESSE
ET
SOLIDARITÉS

23

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 3

SECRETARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

Budget du Pôle :
82.734.710 €
 (évolution de 2,38%
 par rapport à 2012,
 taux de réalisation
 de 99,18%)

Missions

- Assurer l'accueil et l'orientation du public et optimiser la gestion du Pôle.
- Elaborer le budget du Pôle.
- Réaliser la tarification des établissements et services d'accueil pour enfants, adultes handicapés et personnes âgées dépendantes.
- Soutenir et suivre la mise en œuvre des projets informatiques.
- Suivre les conventions tripartites signées avec les EHPAD.
- Suivre les conventions d'objectifs et de moyens concernant les 7 services d'aide à domicile autorisés du département. Ce suivi porte sur le respect d'objectifs de qualité et d'objectifs de convergence tarifaire.

Principales réalisations 2013

- Ouverture du Pôle gérontologique « Anna Quinquaud » de Guéret.
- Ouverture de l'EHPAD de La Courtine.
- Inauguration de l'EHPAD de Chambon-sur-Voueize suite à sa restructuration.
- Ouverture de pôles d'activités et de soins adaptés de 15 places à Dun-le-Palestel et Royère-de-Vassivière.
- Commission de sélection d'appel à projet pour des établissements et services sociaux et médico-sociaux.
- Tarification de 11 lieux de vie implantés sur le département suite à la parution du décret de tarification.
- Poursuite de la mise en place du module rSa de Solis.
- Mise en œuvre du plan d'action issu de l'audit sur les modules enfance de Solis.
- Conduite du projet de dématérialisation des informations préoccupantes issues du SNATED.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

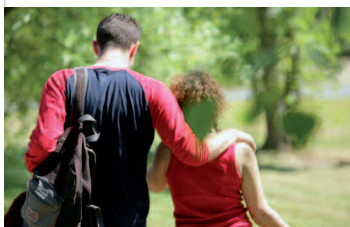
Evolutions prévues pour 2014

- Renforcement de l'encadrement de l'entité « établissements et services », en particulier si le pôle bénéficie de compétences élargies en matière de politique du handicap (ESAT, GEM) ; en absorber les transferts de compétences.
- Finalisation des démarches d'évaluation externes des établissements et services médico-sociaux pour préparer le renouvellement des autorisations d'exploitation.
- Soutien du fonctionnement des EHPAD d'Ajain, Bussac et Châtelus-Malvaleix.
- Soutien à la mise en fonctionnement des unités Alzheimer créées au sein des EHPAD et aider à l'ouverture des EHPAD restructurés comme Saint-Etienne-de-Fursac et Benévent-l'Abbaye.
- Participation à la création du concept de logements avec services à Pontarion (Fondation Cémavie).
- Engagement dans un projet de SAMSAH départemental avec le concours de l'APAJH, de l'ADAPEI, de l'ALEFPA et du CH de Saint-Vaury et inaugurer le projet TI HAMEAU à La Souterraine (avril-mai 2014).
- Travail avec l'APAJH sur la création de l'accueil de jour en foyer occupationnel à Guéret, l'extension du FAM de Gentioux et la restructuration du foyer d'hébergement Salvador Allende à Guéret via des appartements regroupés au sein du parc Creusalis, et ouvrir le foyer d'hébergement pour personnes handicapées vieillissantes à Guéret porté par l'ADAPEI.

**Chiffres clés**

- **75 places supplémentaires d'hébergement de personnes âgées à Guéret, soit 210 places**
- **40 places d'hébergement personnes âgées à l'EHPAD de La Courtine**
- **10 places créées dans un foyer occupationnel à Sainte-Feyre**
- **5 places créées dans un foyer occupationnel de jour à Felletin**

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE SERVICE PETITE ENFANCE / JEUNESSE



Données budgétaires

Budget :
356.897€, dont :

- 60.000 € Contrats
Educatifs Locaux
- 135.000 € Foyer
des Jeunes Travailleurs
- 86.840 € Mission Locale
pour l'Emploi des Jeunes

Chiffres clés

CPEF :

- 1.592 jeunes vus
en actions collectives
- 287 jeunes vus
en consultation

Missions

- Participer au montage de projets d'accueil des jeunes enfants et à leur suivi en lien avec la PMI.
- Travailler avec les associations locales : CEL.
- Mettre en œuvre des dispositifs de réussite éducative : les Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité.
- Organiser la formation des assistants maternels et des réunions d'information.
- Gérer le CPEF (interventions auprès des jeunes).
- Suivre les politiques enfance/jeunesse.
- Assurer le partenariat avec les centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, bureau d'information jeunesse, mission locale.
- Participer aux réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement à la parentalité.
- Participer au soutien aux structures d'accueil de loisirs sans hébergement.

Principales réalisations 2013

- Participation aux réflexions partenariales sur la réforme des rythmes scolaires, le logement des jeunes et l'expérimentation de la garantie jeune.
- Mise en place de la formation continue pour les assistants maternels.
- Ouverture de deux maisons d'assistantes maternelles et d'un relais assistantes maternelles.

Evolutions prévues pour 2014

- Travailler avec l'Etat (DDCSPP) et les collectivités locales à la mise en place des projets éducatifs de territoire pour renforcer l'offre éducative de proximité (réforme des contrats éducatifs locaux, des dispositifs d'aide à la parentalité et d'accompagnement à la scolarité).
- En ce sens aider à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires via un groupe d'appui centré sur l'action éducative.
- Veiller à l'inclusion des enfants handicapés dans le dispositif de droit commun.

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE AIDE SOCIALE À L'ENFANCE



Données budgétaires

Budget Enfance et Famille :

11.221.463 €, dont :

- 5.604.275 € rémunération des assistants familiaux
- 3.464.898 € structures d'accueil
- 766.718 € AEMO
- 241.265 € allocations Enfance Famille

Chiffres clés

- 283 AEMO
- 233 AED
- 394 informations préoccupantes
- 130 signalements au parquet
- 135 assistants familiaux
- 305 placements

Missions

Assurer des actions de prévention :

- Prévention des mauvais traitements,
- Soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans,
- Versement de prestations financières.

Assurer des actions de protection :

- Mesures de protection judiciaire (placement),
- Adoption,
- Administration ad hoc,
- Tutelle,
- Délégation d'autorité parentale.

Principales réalisations 2013

- Année marquée par une inflation du nombre des mesures de placements, de tutelles et de signalements au Parquet.
- Travail de réflexion avec le Pôle Enfance autour des outils de prévention.
- Elaboration du projet de service du SAAF.
- Mise en place de la procédure d'accueil des mineurs étrangers isolés.

Evolutions prévues pour 2014

- Valider le projet de service du SAAF et mettre en place sa supervision.
- Elaborer le projet de service de soutien à la parentalité.
- Etablir des procédures de travail avec la Maison des adolescents de la Creuse.
- Mettre en œuvre les orientations du schéma médicosocial enfance famille et jeunesse.
- Réfléchir à une prochaine programmation en s'appuyant sur l'étude action de l'ODAS « territorialisation et action sociale » et répondant aux objectifs de transversalité de la démarche Agenda 21 de la collectivité.
- Travailler la question des phénomènes de répétition en matière de prise en charge des personnes issues de la communauté des gens du voyage sédentarisés.
- Centrer l'action de la Direction sur ses missions, en particulier réserver les administrations adhoc aux publics pris en charge antérieurement par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) ; envisager la création d'une ressource tutélaire spécifique compte tenu de l'ampleur des demandes.
- Œuvrer avec la Direction des Actions Sociales de Proximité à la prévention des placements d'enfants compte tenu de leur forte croissance.
- Travailler avec les partenaires à l'émergence de lieux d'accueil pour faire face aux besoins.
- Réfléchir à la création d'un centre parental en Creuse dans le cadre de la révision des schémas et finaliser la convention avec le CAC.

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE



Données budgétaires

Budget :

457.142 €, dont :

- 118.008 € lutte contre la tuberculose
- 117.533 € soutien aux crèches
- 35.205 € relais assistants maternelles

Missions

- Protection maternelle.
- Actions de prévention médico-sociale en faveur des enfants de moins de 6 ans.
- Agrément et suivi des assistantes maternelles.
- Agrément et suivi des établissements accueillant les enfants de moins de 6 ans.
- Recueil et traitement d'information en épidémiologie et en santé publique.
- Lutte contre la maltraitance.
- Actions sanitaires (lutte contre la tuberculose).

Principales réalisations 2013

- Renforcement de la prévention précoce avec la consolidation du réseau périnatalité, des concertations avec la pédopsychiatrie et le CAMSP.
- Réorganisation des bilans en école maternelle.
- Extension du remboursement des actes PMI par les caisses de sécurité sociale et les mutuelles.
- Elaboration d'un protocole d'accueil des stagiaires médecins et sages-femmes.
- Elaboration du règlement départemental de l'agrément des assistants maternels et familiaux.

Evolutions prévues pour 2014

- Sécuriser la ressource médicale et assurer l'augmentation prévisible des consultations PMI.
- Maintenir la participation aux contrats locaux de santé et aux instances animées par l'ARS.

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE



Données budgétaires

- APA à domicile : 15.788.920 €
- APA en établissement : 9.534.594 €
- Aide sociale à l'Hébergement personnes âgées : 8.714.235 €
- Prestation de Compensation du Handicap (Personnes handicapées, adultes et enfants) : 2.496.700 €
- Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) : 1.145.651 €
- Aide sociale à l'Hébergement de personnes handicapées : 15.848.471 €
- Mesures d'accompagnement social personnalisé : 121.440 €
- Modernisation du secteur de l'aide à domicile : 87.500 € en direction des aides à domicile (tutorat, formations, groupes de paroles)

Missions

Gestion et suivi des dispositifs suivants :

- Aide Personnalisée à l'Autonomie,
- Aide Sociale départementale et activité de recouvrement,
- Allocation Compensatrice Tierce Personne,
- Prestation de Compensation du Handicap,
- Dispositif d'Accueil Familial,
- Dispositif de signalement de la maltraitance et suivi juridique,
- Déploiement des packs domotiques à domicile (dispositif Domo Creuse Assistance - DCA),
- Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées,
- Contrôle de l'effectivité des prestations et contentieux,
- Liquidation des prestations,
- Accompagnement à la modernisation et la professionnalisation du secteur de l'aide à domicile.

Principales réalisations 2013

- Prise en compte effective des nouveaux dispositifs de prises en charge en matière de prévention et d'aide aux aidants, dans la doctrine APA et le règlement départemental d'aide sociale
- Soutien aux projets innovants d'habitat alternatifs :
 - . Pose de premières pierres du projet de regroupement de famille d'accueil à la Celle-Dunoise (et initialisation d'un projet jumeau à Saint-Pardoux-Morterolles), de la petite unité de vie à Mérinchal dans le cadre du Pôle d'Excellence rural labellisé à Crocq-Mérinchal, du projet Ti'Hameau à La Souterraine.
 - . Inauguration d'une maison témoin-test domotisée pour personnes handicapées à Saint-Vaury.
- Poursuite de la mise en œuvre du schéma départemental personnes en perte d'autonomie et notamment :
 - . Généralisation de la télégestion au sein de l'ensemble des SAAD.
 - . Validation du projet de réorganisation de l'accueil familial et mise en place d'un suivi médico-social des accueillis en situation de handicap par les Services d'Aide à la Vie Sociale (SAVS)
 - . Organisation de la semaine Alzheimer en Creuse.
- Poursuite de la diffusion des packs domotiques et amorce concrète des projets d'évaluation DOMOLIM et ICARE (volet 1) avec les premières inclusions de personnes âgées.
- Convergence des procédures de prise en charge en matière de prévention et d'aide aux aidants pour le public âgé et handicapé.

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

Evolutions prévues pour 2014

- Conforter le fonctionnement de la direction avec la finalisation de la télégestion et la réalisation d'une étude d'opportunité pour l'usage du CESU en régimes mandataire et gré à gré (APA, PCH). Etude des impacts sur les procédures de fonctionnement interne à la direction.
- Finaliser la mise en place du dispositif de placement familial concernant les personnes en perte d'autonomie.
- Réviser le mode d'intervention de l'APA en matière d'aménagement des logements et notamment les modalités de délégation au PACT Creuse.
- Mettre à jour la doctrine APA.
- Soutenir les projets innovants d'habitat alternatif (regroupement de familles d'accueil, petites unités de vie).
- Poursuivre la mise en œuvre du schéma en faveur des personnes en perte d'autonomie, avec en particulier :
 - . *L'appui au secteur de l'aide à domicile (convention CNSA 2012-2014),*
 - . *L'analyse du fonctionnement des CLIC et réflexion sur l'évolution de leurs missions,*
 - . *Le renforcement du déploiement de l'aide aux aidants familiaux,*
 - . *L'inscription du Département dans la démarche MONALISA.*
- Déposer un projet de MAIA départementale auprès de l'ARS du Limousin.
- Diffuser les packs domotiques à domicile et enrichir l'offre de service (tablette numérique avec la visio communication, le cahier de liaison et la télégestion).
- Préparer le renouvellement de la DSP domotique.
- Développer la mise en place des évaluations Icare et Domolim.
- Favoriser le rapprochement DPPA et MDPH (dans la perspective d'une maison de l'autonomie).

Chiffres clés

- 3.234 bénéficiaires APA à domicile (+1,92% par rapport à 2012)
- 1.895 résidents APA en établissement (+1,07% par rapport à 2012)
- 413 dossiers d'Aide Sociale instruits
- 152 bénéficiaires de l'ACTP
- 532 bénéficiaires de la PCH (484 adultes et 48 enfants)
- 77 familles d'accueil pour 159 places
- 475 visites des agents de la cellule domotique, 304 diagnostics et 296 packs domotiques installés
- 784 packs domotiques installés au 31/12/13 au total, depuis le lancement de la DSP
- 56 aides à domicile ont été tutorés pour leur prise de poste
- 390 aides à domicile formés à l'usage de l'horodatage (télégestion), 48 formés sur la maladie d'Alzheimer, 63 ont bénéficié d'un soutien psychologique (groupe de parole)

DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT



Données budgétaires

- RSA : 14.100.572 €
- Fonds Solidarité Logement (hors frais de fonctionnement) : 751.039 €
- Fonds d'Aide aux Jeunes : 32.800 €
- PDI : 943.462 €, dont 243.444 € de crédits au titre du FSE
- Secours APRE : 131.621€
- Fonds complémentaire : 45.609 €
- Fonds de lutte contre la précarité : 88.007 €

Chiffres clés

- 3.785 allocataires du RSA
- 161 aides octroyées au titre du FAJ
- 40 conventions passées avec les opérateurs dans le cadre du PDI

Missions

- Gestion du Revenu de Solidarité Active.
- Mise en œuvre de la politique d'insertion au travers du Pacte Territorial pour l'insertion et le Programme départemental d'Insertion et les contrats aidés.
- Gestion du Fonds Social Européen dans le cadre d'une subvention globale.
- Développement d'actions dans le domaine du logement en faveur des personnes défavorisées.
- Gestion des aides à la pierre du Conseil Général.

Principales réalisations 2013

- Mise en place des clauses d'insertion sociales dans les marchés publics.
- Signature du plan départemental d'action en faveur du logement des personnes défavorisées 2013-2017.
- Révision du micro crédit social et création du micro crédit habitat.
- Mise en place d'un plan de soutien en faveur de l'insertion par l'activité économique, en partenariat avec les chantiers d'insertion.
- Création de 5 Pôles Ressources Mobilité (Guéret, Aubusson, La Souterraine, Evaux-les-Bains, Bourganeuf) afin d'informer et accompagner les personnes en difficulté de mobilité.
- Mise en place d'une action de médiation sociale à l'est du département.

Evolutions prévues pour 2014

- Préparer la réforme de l'insertion par l'activité économique au travers de l'actualisation des contrats pluriannuels d'objectifs. Faire émerger une association intermédiaire.
- S'inscrire dans les objectifs européens de réduction de la pauvreté et d'insertion durable via le recours au FSE et par une approche concertée en région.
- Participer à l'Agenda 21 et à la création de l'agence technique départementale via la clause d'insertion sociale.
- Intégrer la compétence habitat dans son entièreté (aide à la pierre à incorporer) et favoriser les liens entre les intervenants sur le terrain (animateurs ANAH et référents logement des pays).
- Mettre en œuvre le nouveau PDALP en partenariat avec la DDT (Etat).
- Revoir les modalités de travail avec le CALC PACT.
- Finaliser avec la DASP et la DPPA les travaux engagés autour des unités de vie pour seniors en partenariat avec Legrand, ERDF, Creusalis, la Chambre des métiers et des artisans et le CODERPA.
- Travailler à l'écriture du schéma départemental des gens du voyage et favoriser la mise en place de terrains familiaux.
- Elaborer un nouveau PTI en évoluant vers une démarche de type PLIE, en mobilisant les partenaires de l'accompagnement socioprofessionnel et en s'appuyant sur les fonds européens FSE et les ressources locales comme les MEEF.

DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ**Données budgétaires**

- Aides financières (APRE) : 131.621 €
- Allocations Enfance et Famille : 241.265 €
- Secours d'urgence (Fonds de lutte contre la précarité) : 88.007 €

Chiffres clés

6.433 foyers rencontrés par les assistants sociaux polyvalents de secteur
 19.291 rencontres qui se décomposent comme suit :

- 4.547 visites à domicile (23%)
- 7.090 visites reçues hors permanences (37%)
- 7.654 visites reçues en permanences (40%)

2.767 dossiers traités au titre du FSL, dont :

- 91 demandes d'accompagnement social lié au logement (3%)
- 602 demandes au titre de l'accès (22%)
- 2.074 demandes au titre du maintien (75%)

234 dossiers de surendettement constitués.
 1.003 bénéficiaires de chèques d'accompagnement personnalisé, dont :

- 64 au titre du FAJ (6%)
- 366 au titre de la lutte contre la précarité (36%)
- 573 au titre de la solidarité (58%)

210 dossiers APRE.
 2.569 dossiers APA à domicile, dont 1.167 nouvelles demandes

Missions

- Accueil du public et mise en œuvre sur les territoires des politiques sociales départementales, dans les domaines de l'enfance famille, de l'insertion et du logement et des personnes en perte d'autonomie, dans le respect du cadre législatif, de l'individu et du secret professionnel.
- Organisation en 6 Unités Territoriales d'Actions Sociales : Guéret, Boussac, Aubusson, Auzances, La Souterraine, Bourgneuf.

Principales réalisations 2013

- Amélioration des conditions d'activité des travailleurs sociaux de proximité.
- Soutien des équipes via la supervision en lien avec la DRH.
- Suivi renforcé des mandatements personnes vulnérables et enfance avec des tableaux partagés entre DASP, UTAS, DPPA et DEFJ.
- Mise en œuvre d'un travail de coordination avec l'ARS sur les contrats locaux de santé.
- Participation à la préparation des états généraux du travail social.

Evolutions prévues pour 2014

- Participer à la recherche action nationale de l'ODAS (2013-2014) autour de la territorialisation et de l'action sociale. Dans cette perspective, favoriser le développement social local en transversalité au sein du pôle, du Conseil Général et avec tous les acteurs départementaux.
- Travailler avec la DEFJ et la DPPA en prévention sur les placements d'enfants.
- Faciliter le portage des projets de plans d'aide APA par les UPSAV et la MAIA pour une validation en commission APA.
- Travailler avec l'ARS à un système d'échange d'informations commun dont le cahier des charges est confié à EPSILIM.
- Poursuivre le travail de coopération des UTAS d'Auzances, Bourgneuf et Aubusson avec les contrats locaux de santé.
- Poursuivre l'amélioration des conditions d'activité des travailleurs sociaux de proximité (permanences délocalisées, sécurisation, expérimentation sur Boussac à lancer, rénovation, informatisation des UTAS).
- Réflexion sur le sens du travail social en lien avec la refondation du travail social et les états généraux prévus pour le 2^{ème} semestre 2014 au plan national.
- Poursuivre le soutien des équipes via la supervision et revoir le fonctionnement des UTAS.
- Evaluer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, améliorer la réponse APA (autonomie et opérationnalité).



Région
LIMOUSIN

TRANSCREUSE 

**PÔLE
AMÉNAGEMENT
ET
TRANSPORTS**

33



Données budgétaires

Dépenses du Pôle :
43.220.355 €
 (compris celles du Parc Départemental)

Dépenses totales de la Direction :
909.919 €

Investissement :
45.569 €
 concernant en totalité le coût des contrats d'entretien P3 des chaufferies

Fonctionnement :
805.835 €,
 dont dépenses de fonctionnement liées aux bâtiments (y compris charges de fonctionnement des UTT), hors travaux :

• Eau-assainissement :
 28.212 €

• Electricité-énergie :
 693.927 €

• Locations immobilières :
 83.691 €

• Autres dépenses (entretien matériel) :
 58.515 €

DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Missions

Optimiser la gestion et le suivi administratif et budgétaire du Pôle :

- Coordonner les affaires du Pôle,
- Préparer la programmation des différents budgets, gestion et suivi des crédits,
- Piloter les procédures relatives aux grands projets routiers et de bâtiments,
- Coordonner les Unités Territoriales Techniques (UTT) et le Parc Départemental en lien avec les directions fonctionnelles,
- Gérer les affaires domaniales, immobilières et locatives,
- Suivre les dépenses et recettes de fonctionnement de l'ensemble des bâtiments (hors travaux) dont le Département est propriétaire ou locataire,
- Instruire et suivre les demandes de subvention,
- Exercer le secrétariat et réaliser la comptabilité du Syndicat Mixte de l'aérodrome de Montluçon-Guéret.

Principales réalisations 2013

- Poursuite du pilotage des études portant sur l'opération d'aménagement du carrefour de « La Seiglière » et du Plan Départemental de Covoiturage.
- Etablissement d'une étude préalable à la définition d'un schéma directeur des bâtiments sur Guéret.
- Etablissement de tableaux de bord mensuels relatifs au suivi des travaux dans les bâtiments.
- Déploiement d'une solution informatique de gestion des contrats d'énergie et des contrôles réglementaires en vue d'une optimisation des dépenses de fonctionnement associées.
- Assermentation des agents des UTT en charge de la conservation du domaine routier départemental.
- Définition d'une procédure de délivrance d'autorisation de conduites des engins aux agents des UTT.
- Suivi administratif des travaux réalisés sur la station d'avitaillement de l'aérodrome de Montluçon-Guéret.

DIRECTION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Evolutions prévues pour 2014

- Définition des programmes fonctionnels et techniques du schéma directeur des bâtiments sur Guéret, en lien avec la Direction des Bâtiments
- Renseignement de la base de données du logiciel de gestion immobilière (inventaire immobilier, contrats d'énergie, contrôles réglementaires) en vue d'une optimisation des dépenses de fonctionnement associées et du développement de l'efficacité énergétique selon la politique déclinée par l'Agenda 21
- En lien avec la Direction des Bâtiments et la DISC, création d'une base de données des plans de bâtiments, avec équipements principaux (ascenseurs, compteurs, extincteurs)
- Missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement foncier, agricole et forestier de Moutier-Rozeille, avec l'appui de la Direction de l'Action Territoriale





Données budgétaires

Dépenses : 8.533.610 €

Investissement : 824.668 €
(renouvellement d'engins de fauchage, de VLU et de matériel lourd de déneigement et reprise des stocks)

Fonctionnement : 7.708.942 €
(carburants, émulsion, enrobés à froid, granulats, pièces de rechange, produits de marquage routier, sel de déneigement, masse salariale des OPA et agents fonctionnaires)

Recettes : 8.995.519 €, dont :
 • Travaux CG et service hivernal : 3.745.152 €
 • Travaux Communes : 236.586 €
 • Location véhicules et engins : 2.499.642 €
 • Vente de marchandises : 993.881 €
 Valeur du stock : 757.463 €

Chiffres clés

265 véhicules et engins
92 véhicules CG, dont :
 • 66 véhicules PJS – PAT – PDEV
 • 7 véhicules Laboratoire
 • 19 véhicules Cabinet + DGS

PARC DÉPARTEMENTAL

Missions

- Gérer les véhicules, engins et matériels pour son compte et celui des UTT.
- Entretenir l'ensemble du parc de véhicules légers du Conseil Général.
- Réaliser des travaux d'entretien de la voirie départementale et communale (après mise en concurrence).
- Réaliser des travaux spéciaux tels que pose de glissières, pose de clôture type autoroutière, réalisation de marquage au sol, élagage à la nacelle, etc.
- Fournir les marchandises nécessaires à l'entretien de la route aux UTT.
- Participer à la viabilité hivernale.
- Assister la Direction des Routes avec son laboratoire.

Principales réalisations 2013

- Prise de poste d'un nouveau chef de Parc
- Equilibre du résultat de clôture
- Optimisation du barème de prestations du Parc
- Acquisition d'un nouveau point-à-temps pour l'entretien des chaussées et de deux camions 19 tonnes neufs pour la viabilité hivernale et l'activité estivale du Parc

Evolutions prévues pour 2014

- Prise de fonction d'un nouveau chef d'exploitation.
- Développement de la comptabilité analytique par tâches unitaires en vue d'optimiser les rendements et les moyens associés.
- Etablissement d'un plan pluriannuel d'acquisition des véhicules et engins.
- Développement de l'activité (travaux et vente de matériaux) à destination des communes et intercommunalités, voire d'autres clients.
- Poursuite de la participation au projet de restructuration du Parc.

DIRECTION DES ROUTES



Données budgétaires

Budget :
20.633.498 €

Investissements :
14.608.093 €,
dont :

- PRID : 101.392 €
- PRIR : 3.757.645 €

Grosses réparations
9.972.873 €,
dont :

- programme d'axes : 4.843.679 €
- traverses : 1.412.873 €
- ouvrages d'art 744.117 €
- opérations de sécurité : 282.990 €
- études, achats de matériels et de terrains : 133.916 €
- subventions voirie : 110.735 €

Fonctionnement :
6.025.405 €,
dont :

- Entretien de la voirie 4.298.173 €
- Viabilité hivernale 1.643.300 €
- Frais d'habillement des agents 83.932 €

Missions

- Proposer la politique d'entretien routier.
- Piloter les programmes d'actions du Département avec l'aide des Unités Territoriales Techniques en ce qui concerne :
 - . les travaux neufs (des études jusqu'à la mise en service des opérations),
 - . l'entretien de la voirie départementale et de ses dépendances, la signalisation et la sécurité routière.
- Assurer l'exécution du budget consacré à la voirie départementale,
- Assurer la gestion du domaine public, de l'exploitation de la route et l'exécution des plans d'interventions (viabilité hivernale, Plan d'Intervention Végétation) avec l'appui des UTT

Principales réalisations 2013

Entretien permanent des chaussées dans le cadre des programmes de grosses réparations.

PRIR :

- Création d'un créneau de dépassement sur la RD 941 au lieu-dit « Rigour », commune de Bourganeuf.
- Fin de l'aménagement de la RD 990 entre Létrieux et Chénérailles, communes de Saint-Chabraix, Issoudun Létrieux et Chénérailles.
- Création d'une voie de desserte de la ZI de Boussac sur la RD 997.

PRID :

- Création et mise en service de l'aire de covoiturage le long de la RN 145 à Saint-Vaury.

Sécurité :

- Sécurisation de la desserte en transports scolaires aux abords des collèges de Bonnat et Crocq.

Viabilité hivernale :

- Tests d'utilisation de smartphone pour la remontée d'informations pour le service hivernal.

Elagage :

- Mise en œuvre de la fiche action Agenda 21 :
 - . Concertation avec le collectif d'associations,
 - . Formation et information des personnels d'UTT sur les techniques d'élagage
 - . Mise en place de consignes mettant en avant la notion de discernement selon les situations rencontrées

Bois ronds :

- Approbation d'un réseau dérogatoire permanent de transports de bois ronds
- Instruction des demandes de transports de bois ronds sur le réseau dérogatoire permanent via le portail « Transbois 2 »

DIRECTION DES ROUTES

Evolutions prévues pour 2014

- Définition d'une nouvelle stratégie d'entretien routier adaptée au contexte budgétaire actuel et aux moyens des UTT.
- Lancement des consultations des nouveaux marchés de fabrication, transport et mise en œuvre de couches de chaussée et de grosses réparations aux chaussées.

PRID :

- Poursuite des opérations prévues à la convention pour l'aménagement de l'axe Est-Limousin et de la RD 941 avec notamment :

- . Création d'un créneau de dépassement au lieu-dit « Quioudeneix » sur la commune de Néoux
- . Création d'un créneau de dépassement au lieu-dit « Treize-Vent » sur la commune de Bourgameuf

PRIR :

- Poursuite de la construction d'aires de covoiturage le long de la RN145 à l'est du département.

- Mise en place d'un outil d'information des usagers de la route sur le site internet de la collectivité, notamment en période de viabilité hivernale avec l'appui de la Direction de la Communication et la DISC.
- Installation d'une usine de fabrication de saumure au Centre d'Exploitation de Felletin.
- Poursuite de la concertation engagée avec le collectif d'associations de protection de la nature et du paysage sur l'élagage.



Chiffres clés

4.397 km de routes départementales correspondant à environ 20.193.000 m²

317 permissions de voirie

248 arrêtés de déviation temporaires

139 arrêtés de restrictions temporaires

46 arrêtés pour compétition sportive

11 arrêtés permanents

210 autorisations d'épreuves sportives

Viabilité hivernale 2012-2013 :

- 13.262 heures supplémentaires
- 5.407 tonnes de sel
- Environ 280 tonnes de pouzzolane

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES

Missions

- Proposer la politique d'entretien des bâtiments départementaux et des collèges en liaison avec les chefs d'établissement,
- Piloter les programmes d'actions du Département en ce qui concerne :
 - . les constructions des bâtiments neufs (des études jusqu'à leur livraison aux utilisateurs),
 - . l'entretien des bâtiments départementaux,
 - . les bilans et les travaux d'amélioration de « l'efficacité » énergétique des bâtiments.

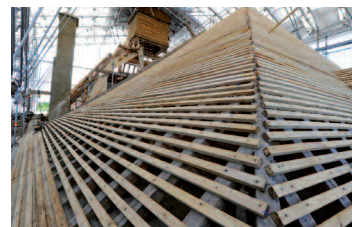
Principales réalisations 2013

Bâtiments départementaux :

- Fin de la 1^{ère} tranche des travaux de restructuration de la couverture de l'Hôtel du Département et début de la 2^{ème} tranche,
- Aménagements extérieurs et déplacement d'un transformateur au Centre Culturel et Artistique Jean Lurçat d'Aubusson,
- Réfection des toitures-terrasses de la Bibliothèque Départementale de la Creuse,
- Fin de la réfection de la couverture de l'ancien auditorium de l'École Nationale de Musique de la Creuse,
- Réfection de l'accueil de l'UTAS de Guéret (PMI),
- Fin de la réfection de l'ancien auditorium de l'École Nationale de Musique de la Creuse,
- Poursuite des études pour la construction de la maison du Département de Bourgneuf dans l'ancienne gare SNCF,
- Poursuite des études pour les constructions des centres d'exploitation de Crocq et Guéret et pour la restructuration des locaux du Parc Départemental,

Collèges :

- Etude et définition d'un programme fonctionnel et technique pour la réfection des salles de sciences,
- Fin des travaux de restructuration du gymnase de Saint-Vaury,
- Réfection des toitures-terrasses des collèges de Martin Nadaud à Guéret, de Dun-le-Palestel et de Bonnat,
- Réfection des cuisines des collèges de Felletin et Chénérailles,
- Finalisation du programme pour la restructuration totale du collège de Bourgneuf,
- Poursuite et fin des études pour la construction d'une salle d'évolution et d'un préau au collège de Parsac
- Réalisation des diagnostics radon sur l'ensemble des établissements.



Données budgétaires

Dépenses :
4.048.396 €

Investissement :
3.542.195 €,
dont :

- 2.652.813 € collèges
- 889.382 € autres bâtiments

Fonctionnement :
506.201 €,
dont :

- 264.242 € collèges
- 241.959 € autres bâtiments

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES

Evolutions prévues pour 2014**Bâtiments départementaux :**

- Etablissement d'un Agenda d'Accessibilité Programmée dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- Définition des programmes fonctionnels et techniques du Schéma Directeur des bâtiments sur Guéret,
- Poursuite des travaux de couverture de l'Hôtel du Département à Guéret,
- Création d'un accueil dans le bâtiment du Pôle Jeunesse et Solidarité à Guéret,
- Réfection de la chaufferie du gymnase de la Pigue à Guéret,
- Début de la construction de la Maison du Département de Bourgneuf,
- Début de la construction du centre d'exploitation de Crocq,
- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre des projets de construction des centres d'exploitation de Gentioux et Guéret et de restructuration des locaux du Parc Départemental,
- Travaux d'extension et de réparations dans divers centres d'exploitation,

Collèges :

- Réfection des salles de sciences des collèges d'Ahun et de Bénévent-l'Abbaye,
- 3ème tranche du remplacement des menuiseries extérieures du collège de Crocq,
- Début de construction de la salle d'évolution de Parsac,
- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre de la restructuration du collège de Bourgneuf,
- En application de la fiche action Agenda 21, lancement d'une campagne de diagnostics thermiques des bâtiments en vue de la définition d'une stratégie d'action en faveur de l'efficacité énergétique des bâtiments et des systèmes de chauffage associés.

**Chiffres clés**

Environ 90 bâtiments ou ensemble de bâtiments gérés par le Conseil Général répartis sur l'ensemble du département, dont :

- 24 bâtiments destinés à l'enseignement, la culture et le sport (dont 16 collèges)
- 9 bâtiments destinés à la solidarité (dont 6 pour les UTAS)
- 29 bâtiments ou ensemble de bâtiments destinés à l'exploitation et la gestion de la voirie (23 centres d'exploitation, 5 UTT et 1 Parc Départemental)
- 1 maison du Département regroupant UTAS et UTT
- 7 bâtiments administratifs
- 3 bâtiments destinés à la compétence Environnement (dont un laboratoire d'analyses)
- 3 gendarmeries
- 6 bâtiments autres (dont 2 centres de vacances)

DIRECTION DES TRANSPORTS

Missions

- Organiser des transports sur le département.
- Gérer et assurer le financement des transports sur le territoire départemental :
 - . *Transports de voyageurs,*
 - . *Transports scolaires,*
 - . *Transport des élèves et étudiants handicapés.*
- Définir la politique de déplacement sur le département (moyens, tarification, desserte).
- Assurer l'équipement des points d'arrêt (programmes annuels d'implantation d'abribus).

Principales réalisations 2013

- Approbation du nouveau règlement départemental des transports scolaires.
- Nouvelle organisation des transports scolaires pour les communes ou RPI ayant fait le choix de mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires pour la rentrée 2013.
- Proposition d'harmonisation des horaires des collèges du département afin de réduire le budget consacré au transport scolaire.
- Sensibilisation aux risques liés au transport scolaire de 900 élèves des classes de 6^{ème} dans le cadre de l'opération de sensibilisation à la sécurité routière, avec remise de gilets fluo pour assurer leur sécurité aux points d'arrêt, interventions dans les écoles primaires sur demande.
- Participation au projet de Plan de Déplacement Global de la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret.
- Transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret, nouvelle autorité organisatrice de transport urbain.

Données budgétaires

Budget : 9.094.932 €

Transports de voyageurs : 1.227.311 €, dont

- 1.198.994 € pour les lignes régulières,
- 28.317 € pour les transports à la demande

Transports scolaires : 7.193.498 €

Transports des élèves et étudiants handicapés : 602.628 €

Opérations collèges a u cinéma, théâtre, musée, archives : 11.381 €

Conseil Général des Jeunes : 10.488 €

Convention UNSS : 8.114 €

Transports piscine : 25.335 €

Section football et VTT du collège Marouzeau de Guéret : 7.612 €

Section natation du collège Martin Nadaud de Guéret : 2.186 €

Section basket et handball : 1.501 €

Entretien abribus : 4.872 €

Programme d'implantation des abribus : 43.056 €

DIRECTION DES TRANSPORTS

Evolutions prévues pour 2014

- Préparation de la mise en œuvre sur l'ensemble du département à la rentrée 2014 de la réforme des rythmes scolaires.
- Lancement de la procédure relative à la Délégation de Service Public d'exploitation des lignes régulières départementales de transports de voyageurs.
- Participation à l'étude de faisabilité du Pôle d'échanges intermodal de Guéret avec les services de l'Agglomération du Grand Guéret.

**Chiffres clés****Transports de voyageurs - réseau TRANSCREUSE :**

- 21 lignes régulières de voyageurs qui transportent 598 élèves internes et 902 élèves demi-pensionnaires
- 390.000 voyages/an
- 30 autocars qui parcourent 620.000 km/an (15 fois le tour de la Terre)
- 28 services de transport à la demande organisés par 4 communautés de communes et 13 communes pour une desserte locale

Transports scolaires :

- 8.000 élèves demi-pensionnaires transportés quotidiennement, coût moyen annuel par élève demi-pensionnaire : 899 €
- 103 organisateurs secondaires
- 450 circuits de transport scolaire
- 300 véhicules environ pour 15 exploitants

Transports élèves et étudiants handicapés :

- 99 élèves concernés, coût moyen annuel par élève : 6.087 €
- 6 exploitants taxis, ambulanciers ou transporteurs mandatés handicapés



Le *Bocage*



Les *Roselières*



Les *Herbiers aquatiques*



Les *Gazons amphibies*



PÔLE
DÉVELOPPEMENT

43

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 3

SECRETARIAT GÉNÉRAL**Données budgétaires**

**Budget du Pôle,
hors budget annexe
du Laboratoire
départemental :**

17.005.096 €

y compris

**Education et subvention
Laboratoire,
répartis comme suit :**

• **9.706.458 €**

en fonctionnement

• **7.298.637 €**

n investissement

Missions

- Elaboration et suivi du budget de l'ensemble des activités du Pôle.
- Optimisation de la gestion et coordination de l'ensemble des activités du Pôle.
- Gestion centralisée du parc des véhicules affectés au Pôle.

Principales réalisations 2013

- Déploiement d'outils de suivi budgétaire et de coordination.
- Amélioration des outils favorisant la communication et la coordination entre les services du Pôle et les autres directions.
- Gestion administrative et financière des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre du projet de la maison de la Réserve Naturelle de l'étang de Landes et de ses abords, et du projet de logements passerelle de Chambonchard.
- Appui à la rédaction des pièces administratives de CCAP dans un souci d'harmonisation et de sécurisation des procédures, en collaboration avec le bureau des marchés.
- Exploitation de l'outil de suivi du budget mis en place, éditions mensuelles de tableaux et graphiques et analyse du rythme des engagements, des autorisations de programme et des consommations des crédits de paiement.

Evolutions prévues pour 2014

- Finalisation du déploiement des outils de suivi budgétaire et de coordination.

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE : AGRICULTURE - FORÊT - DÉVELOPPEMENT RURAL

Données budgétaires

Soutien en faveur
de l'amélioration des
structures foncières :
320.338 €

Soutien en faveur
de la diversification
des productions :
29.053€

Soutien aux organismes
et manifestations
agricoles : 236.380 €

Soutien à l'emploi,
à l'équipement
des exploitations
et à la qualité des
cheptels : 753.768 €

Soutien en faveur
du secteur forestier :
10.126€

Soutien
à l'aménagement
de salles de loisirs :
54.823 €

FDAEC : 1.178.120 €

Avances remboursables :
120.000 €

Chiffres clés

Aides et subventions :

- 43 dossiers d'échanges amiables de parcelles
- 3 projets d'irrigation sur des productions maraîchères et fruitières
- 15 structures professionnelles
- 12 manifestations
- 69 nouveaux installés
- 25 exploitations agricoles fragiles
- 30 CUMA
- 22 communes (hors FDAEC) pour la réalisation de leurs projets

Missions

Aménagement foncier :

- Remembrement : aménagement foncier agricole et forestier ; travaux connexes au remembrement.
- Echanges amiables.
- Aménagements hydrauliques.

Agriculture-forêt :

- Aides financières aux organismes et exploitations agricoles.
- Suivi de la forêt départementale.
- Aide à la voirie forestière et à l'extension de la forêt publique.

Développement rural :

- Aide aux salles de loisirs.
- Gestion du FDAEC.
- Gestion du dispositif d'avances remboursables.
- Gestion du dispositif de répartition du produit des amendes de police.

Principales réalisations 2013

- Fin de l'opération d'aménagement foncier des communes de Jouillat et de Champanglard (2.500 hectares aménagés). Clôture des opérations de Moutier-Rozeille (2.000 hectares).

Evolutions prévues pour 2014

- Accompagnement des programmes de travaux connexes à l'aménagement foncier de Moutier-Rozeille en collaboration avec le Pôle Aménagement et Transports.
- Emergence de projets structurants pour les filières agricoles sur le département (engraissement, abattage, circuits courts)
- Adaptation des modalités d'intervention du Département dans le cadre du Programme de Développement Rural 2014-2020 du Limousin. Mise en perspective des interventions en faveur du secteur agricole avec les objectifs de l'Agenda 21 départemental. Mise en place du partenariat régional et adaptation des dispositifs d'aides.

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE : POLITIQUES TERRITORIALES



Données budgétaires

Montant
des versements
effectués en 2013
(investissement
et fonctionnement
tous contrats
confondus) :
1.318.561 €

Chiffres clés

• 5 conventions territoriales (Pays de Guéret, Combraille-en-Marche, Sud Creusoises, Ouest Creuse et PNR de Millevaches) sont arrivées à échéance le 31 décembre 2013

Missions

Politiques territoriales :

- Gestion des conventions territoriales des 4 Pays Creusoises et du PNR Millevaches en Limousin.
- Gestion des contrats de pôles structurants (La Souterraine, Bourgneuf, Boussac, Aubusson/Felletin et Guéret).
- Suivi des actions « pôles d'excellence rurale ».
- Contribution à l'élaboration d'une stratégie départementale en matière de politique territoriale.

Intercommunalité :

- Mise à jour du document intranet sur les compétences des communautés de communes.
- Suivi de la réforme des collectivités.

Principales réalisations 2013

- Bilan de la période 2008-2013 : 9 M€ consacrés à la contractualisation 2008-2013, 150 actions soutenues et 86% des projets prévus ont été réalisés.
- Parmi les thématiques-phares on trouve les services aux personnes (petites unités de vie, petite enfance, réseaux de santé), les projets en lien avec les loisirs (sportifs, culturels), le développement de l'offre touristique, l'amélioration de l'habitat.
- Afin d'éviter toute rupture dans l'accompagnement financier du Département en faveur des territoires de projets sur 2014, des modalités d'intervention transitoires ont été définies en décembre 2013.

Evolutions prévues pour 2014

- Propositions et mise en œuvre de la politique territoriale du Département déclinée à partir des orientations de l'Agenda 21 départemental.
- Préparation de la prochaine génération de contractualisation 2014-2020, en lien avec les futurs programmes européens et les orientations stratégiques régionales.
- Négociation avec les partenaires et les territoires de projets.
- Contribution à l'élaboration de la future charte du PNR de Millevaches.
- Mise en place des conditions du positionnement du Conseil Général dans le cadre de la réforme des collectivités.

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE : MISSION EUROPE



Données budgétaires

Budget : 87.494€

Missions

- Veille et suivi des fonds européens.
- Participation à des réseaux nationaux et européens s'intéressant à l'appui au développement des territoires ruraux.
- Conseil auprès des services du Conseil Général et des porteurs de projets creusois sollicitant les fonds européens.
- Préparation et suivi des dossiers FEDER et FEADER déposés par le Conseil Général.
- Participation au réseau rural FEADER.
- Suivi des activités du Réseau Rural Européen constitué pour le suivi et l'évaluation du FEADER.
- Suivi des 4 projets Leader creusois : Pays de Guéret, SOCLE, Combraille-en-Marche, PNR Millevaches.

Principales réalisations 2013

- Contribution à l'élaboration des futurs programmes des fonds structurels européens d'investissement, en partenariat avec les structures régionales.
- Recueil de données dans le cadre des réseaux nationaux auxquels la Mission Europe est associée.
- Préfiguration des choix du Conseil Général destinés à activer les cofinancements européens.
- Appui au montage des projets de financements des services et notamment : Agrilocal, travaux connexes à l'AFAF de Moutier-Rozeille, covoiturage, informatisation de la BDP, espaces numériques de travail, étang des Landes.

Evolutions prévues pour 2014

- Finalisation des choix du Département, quant à la mise en œuvre des programmes des fonds structurels européens d'investissement sur la période 2014-2020.

MISSION ECONOMIE ET TOURISME : ECONOMIE



Données budgétaires

**Aides économiques
engagées pour
un montant total
de 690.646 €, dont :**

- Aménagement de zones d'activité : 346.875€
- Commerces de première nécessité : 57.676 €
- Rachat de bâtiments : 67.890 €

**DCT 2^{ème} génération,
2^{ème} phase opération-
nelle :**

- 32.900 € pour le Pays de Guéret
- 48.400 € pour le Pays Combraille en Marche

Chiffres clés

**16 dossiers d'aides
économiques engagés**

Missions

- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.
- Participation à l'animation des filières économiques.

Principales réalisations 2013

- Participation aux comités de suivi des actions de prospection menées par Limousin Expansion.
- Lancement de la marque « Marché de Creuse » avec l'association Creuse Economie.
- Elaboration de différents scénarios de zonage sur les aides AFR concernant le département.
- Déclinaison en Creuse du SRDE 2^{ème} génération.
- Evaluation des DCT et réflexion sur la politique territoriale pour la période 2014-2020.
- Adhésion du Conseil Général à l'Association pépinière d'entreprises de l'arrondissement d'Aubusson.
- Participation du Conseil Général à une réflexion conduite par le cabinet SCET sur la création d'une structure de portage de l'immobilier à usage professionnel.
- Participation aux 2^{èmes} rencontres des entreprises sur l'automobile à Nevers.

Evolutions prévues pour 2014

- Participation aux 3^{èmes} rencontres entreprises de la filière automobile à Montluçon.
- Signature d'une convention d'objectifs concernant la préfiguration d'un pôle de compétence Art Textiles Art Tissé sur Aubusson-Felletin.
- Réflexion à mener avec le Conseil Régional du Limousin pour la mise en place au niveau régional d'une structure pour le portage de l'immobilier à usage professionnel.
- Adoption d'un règlement des aides économiques du Conseil Général de la Creuse en fonction du nouveau zonage AFR.
- Facilitation de l'implantation d'un centre de collecte et de tri des déchets textiles.

MISSION ECONOMIE ET TOURISME : TOURISME



Données budgétaires

Aides touristiques
engagées pour
un montant total
de 248.270€

Chiffres clés

22 dossiers
de subvention tourisme
engagés (privés),
dont :

- 1 dossier d'aide
exceptionnelle (privé)
- 4 dossiers
« aide à la restauration
en milieu rural »
- 7 dossiers
« meublés de tourisme »

Missions

- Suivi de la mise en œuvre du Schéma Départemental de Développement Touristique 2009-2013.
- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Subvention aux structures intervenant dans le domaine du tourisme.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.

Principales réalisations 2013

- Elaboration de conventions-types concernant le nouveau règlement d'aide en matière touristique adopté en plénière.
- Elaboration de propositions d'actions en matière touristique liées à l'Agenda 21 du Conseil Général.
- Classement de l'hôtel Château de la Cazine en 5 étoiles.
- Extension de la partie hôtelière de l'hôtel restaurant Alexia à La Souterraine.

Evolutions prévues pour 2014

- Elaboration d'un nouveau Schéma Départemental de Développement Touristique de la Creuse 2015-2020.
- Intégration de l'animation de l'UDOTSI dans les missions de l'ADRT à compter du 1^{er} janvier 2014.
- Négociation pour intégrer Clé Vacances dans les missions de l'ADRT.

DEATL : ENVIRONNEMENT



Données budgétaires

5 dossiers soutenus pour un montant de 47.852€ de subventions attribuées

Chiffres clés

Troc tes trucs 2013 :

- 37 participants
- 208 kg d'objets collectés et troqués

Missions

- Coordination, mise en œuvre et suivi du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Soutien financier aux collectivités en matière de déchets ménagers.
- Assistance technique et administrative au Syndicat mixte d'études pour la gestion des déchets ménagers.

Principales réalisations 2013

- Organisation d'une formation sur la prévention des déchets à destination des collectivités du département (une dizaine de participants).
- Participation aux travaux du SME et à la visite de l'usine dans les Deux-Sèvres mettant en œuvre le procédé OXALOR de traitement des déchets ménagers.
- Participation au groupe de travail sur la thématique des déchets dans le cadre des Nouvelles Ruralités.

Evolutions prévues pour 2014

- Evaluation 2012-2013 du Plan Départemental d'Elimination des Déchets ménagers et assimilés.
- Démarrage de la révision du Plan départemental en un Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux.

DEATL : ASSISTANCE TECHNIQUE



Données budgétaires

Soutien des investissements des communes et EPCI pour :

- 24 opérations en matière d'assainissement pour un montant de subventions de 543.771 €
- 28 opérations en matière d'alimentation en eau potable pour un montant de subventions de 387.522€
- 16 opérations pour la gestion des milieux aquatiques pour un montant de 53.174 €.

Chiffres clés

- 121 conventions signées entre le Conseil Général de la Creuse et les collectivités locales pour des missions d'assistance technique dans le domaine de l'assainissement collectif.

Missions

- Assistance technique et soutien des investissements des communes et EPCI en matière d'assainissement, d'alimentation en eau potable et de gestion des milieux aquatiques.
- Assistance technique et animation des schémas départementaux en matière d'assainissement, d'alimentation en eau potable et de gestion des milieux aquatiques.
- Audit et formation en hygiène alimentaire.
- Assistance technique vétérinaire :
 - . Collecte des échantillons sanguins.
 - . Gestion des relations avec les organisations professionnelles.

Principales réalisations 2013

- Signature d'une convention 2013-2018 entre l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le Conseil Général de la Creuse dans le cadre de leur 10^{ème} programme concernant l'assainissement, l'eau potable et les milieux aquatiques.

Evolutions prévues pour 2014

- Dans le domaine de l'eau potable : mise en place d'une animation spécifique sur la connaissance patrimoniale des réseaux et suivi d'une expérimentation sur la recherche en eaux profondes.
- Dans le domaine de l'assainissement : poursuite de l'animation et de l'assistance technique sur le territoire.
- Dans le domaine des milieux aquatiques : préparation de la révision du Schéma départemental de gestion des milieux aquatiques, mise en œuvre du nouveau logiciel acquis pour la valorisation des données du réseau de mesures de la qualité des eaux superficielles du département et réflexion sur le label Rivières Sauvages.

DEATL : LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES



Données budgétaires

Budget : 2.124.471 €

Chiffres clés

Nombre d'échantillons reçus pour analyses :

- 4.474 en Hydrologie
- 9.618 en Hygiène alimentaire
- 5.365 en Santé animale
- 24.813 en Immunosérologie
- 10.363 en ESB

Missions

Réalisation d'analyses :

- Hydrologie (physico-chimie, microbiologie et hydrobiologie).
- Hygiène alimentaire.
- Aide au diagnostic de santé animale.
- Immunologie-sérologie.
- Diagnostic ESB.

Principales réalisations 2013

- Obtention de l'agrément « cyanobactéries » par le Ministère de la Santé.
- Obtention du marché ARS du contrôle sanitaire des eaux du département de la Creuse.
- Mise en œuvre d'un groupement de commande « matériel de prophylaxie ».
- Proposition de deux nouvelles prestations et mise en place des secteurs « Biologie Moléculaire » et « Milieux Aquatiques ».
- Engagement d'une étude de faisabilité de rapprochement des laboratoires du Massif Central.

Evolutions prévues pour 2014

- Etude interféron gamma (détection de tuberculose et paratuberculose chez les jeunes bovins).
- Augmentation des articles concernés par le groupement de commande CG63-CG23.
- Obtention des accréditations COFRAC pour les 2 nouveaux secteurs d'analyses.
- Finalisation de l'étude de rapprochement des laboratoires.
- Participation au développement d'un appareil permettant le traitement des déchets DASRI dans le cadre du LED (Limousin Entreprises Durables).

MISSION CULTURE



Données budgétaires

Budget de fonctionnement : 3.298.297€

Budget d'investissement : 360.000 €

• Aide au fonctionnement du Conservatoire départemental Emile Goué : 1.707.287 €

• Aide à la Cité de la Tapisserie : 528.075 € en fonctionnement et 181.781 € en investissement

Soutien aux communes de Guéret et La Souterraine pour leur politique culturelle :

• 44.290 € au Centre Yves Furet de la Souterraine

• 44.290 € à La Fabrique de Guéret

Théâtre Jean Lurçat à Aubusson : 173.000 €

ADIAM : 94.007 €

Fondation du Patrioïne pour l'aide à la restauration du patrioïne départemental : 40.000 €

Aide à l'activité artistique et culturelle des associations : 280.000 €

Aides à l'édition et à la publication d'ouvrages : 4.550 €

Chiffres clés

• 61 associations culturelles subventionnées

Missions

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle départementale, à la réflexion sur les orientations et à son évaluation :
 - . Aides à l'édition et à la publication d'ouvrages
 - . Aides aux activités artistiques et à l'action et politiques culturelles
 - . Accompagnement financier d'associations creusoises qui mènent des projets culturels et participent ainsi au développement de l'animation locale.
- Suivi du fonctionnement du Conservatoire départemental Emile Goué
- Suivi du fonctionnement du Syndicat mixte de la Cité de la Tapisserie et de l'Art Tissé.

Principales réalisations 2013

- Ouverture et gestion de la « Maison départementale des pratiques vocales et instrumentales en amateur ».
- Adoption du règlement des aides à l'édition.
- Projet expérimental de mutualisation des actions des trois scènes culturelles (La Fabrique, Centre Yves Furet, Théâtre Jean Lurçat) pour 2013-2014 : « culture à l'hôpital », en lien avec les différentes disciplines du spectacle.

Evolutions prévues pour 2014

- Travaux de construction de la Cité de la Tapisserie sur le site de l'ENSA à Aubusson.
- Elaboration d'une convention d'objectifs et de moyens avec le Conservatoire de Musique.
- Rapprochement de la Cité de la Tapisserie et de la Mission Vallée des Peintres pour un travail en synergie sur les portes d'entrée nord et sud du département.
- Mise en œuvre d'un SOLIMA en liaison avec la DRAC et l'ADIAM.

SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE



Données budgétaires

Sports :

• Comités départementaux : 108.750 €

• Associations/comités d'organisations, dans le cadre des dotations départementales : 209.650 €

• Associations sportives subventionnées dans le cadre des dotations cantonales : 89.084 €

• Aides aux sportifs de bon niveau : 18.400 €

• Aides aux collectivités dans le cadre de la mise aux normes des installations sportives : 25.936 € réalisés

• Plan piscine : 43.893 € (année scolaire 2012-2013, hors transports)

• Location des équipements sportifs utilisés par les collèges : 93.704 € (année scolaire 2012-2013)

Randonnées et loisirs de nature :

• Travaux concernant l'entretien et le balisage des itinéraires inscrits au PDTR : 139.588 €

Vie associative :

• 386.578 € versés dans le cadre du dispositif « emplois d'initiative associative »

Missions

Contribuer à l'élaboration et mettre en œuvre la politique sportive départementale :

- Soutien aux associations et aux comités sportifs.
- Soutien à l'organisation de manifestations sportives.
- Suivi des conventions pluriannuelles d'objectifs et des partenariats en vigueur.
- Mise en œuvre du « Plan piscine et équipements sportifs »
- Accompagnement et suivi des sections sportives en collèges
- Organisation de la rencontre sportive inter-collèges partenariale entre le Conseil Général des Jeunes et le Comité Départemental Olympique et Sportif de la Creuse.
- Mise en œuvre et suivi du PDTR et du PDIPR.
- Réaliser un suivi des véloroutes du département.
- Réaliser le suivi du dispositif « emploi d'initiative associative » en collaboration avec le Conseil Régional du Limousin et suivre le partenariat avec le dispositif local d'accompagnement (DLA) Creuse.

Principales réalisations 2013

- Signature de 13 conventions pluriannuelles d'objectifs avec des comités départementaux et des clubs pour la période 2013-2016, en partenariat avec l'Etat (CNDS).
- Ouverture d'une 8^{ème} section sportive en collège (golf à Parsac) en partenariat avec le Conseil Général.
- Renouvellement du partenariat avec la Ligue du Limousin de Cyclisme concernant le Pôle Espoir de Guéret.
- Réalisation de travaux de sécurisation du GR654 « Sentier des Peintres » à Crozant.
- Elaboration de la charte départementale de la randonnée et mise à jour du PDIPR.
- Accompagnement des projets de GR Pays.
- Création du circuit véloroute de la vallée de Chambonchard, en lien avec les partenaires.
- Intégration au sein du service du dispositif « Emploi d'initiative associative », et du suivi du partenariat avec le dispositif local d'accompagnement (DLA).
- Simplification du dispositif « emploi d'initiative associative » et précision des conditions relatives aux emplois soutenus.

SERVICE SPORTS, LOISIRS DE NATURE ET VIE ASSOCIATIVE

Evolution prévues pour 2014

Sports :

- Signature de la convention pluriannuelle d'objectifs du CDOS Creuse, en partenariat avec le CNDS.
- Renouvellement des conventions de partenariat avec les collèges d'Aubusson et La Souterraine pour le fonctionnement des sections sportives basket-ball et handball.
- Ouverture fin 2014 de la Maison Départementale des Sports, projet porté par le CDOS Creuse, en partenariat avec le Conseil Général.

Randonnées et loisirs de nature :

- Renouvellement des conventionnements avec les comités départementaux de randonnée pédestre et de cyclotourisme.
- Finalisation et communication de la charte départementale de la randonnée.
- Poursuite des travaux de mise à jour du PDIPR.
- Poursuite de la réflexion sur le développement des sports et loisirs de nature.
- Etude sur les connexions Nord et Sud des 2 véloroutes d'intérêt national du département.

Vie associative :

- Renouvellement du partenariat avec le DLA Creuse.



Chiffres clés

- 29 Comités départementaux aidés
- 53 Associations/comités d'organisations aidés (dotations départementales)
- 205 subventions cantonales attribuées à des associations sportives
- 58 athlètes aidés dans le cadre du fonds départemental aux sportifs de bon niveau
- Enseignement de la natation dans le cadre du « plan piscine et équipements sportifs » dans les 19 collèges du département (12 séquences maximum pour chaque élève de 6^{ème})
- 37 équipements conventionnés dans le cadre de l'utilisation des équipements sportifs par les collèges (hors piscines)
- 1.066 km de chemins entretenus
- 1.701 km d'itinéraires balisés
- 2.000 km inscrits au PDIPR
- 257 kilomètres de véloroute inscrits au schéma national du CIADT
- 148 «emplois d'initiative associative» soutenus
- 21 ingénieries réalisées par le DLA en direction de 63 structures d'utilité sociale en Creuse

DIRECTION DE L'ÉDUCATION

Données budgétaires**Collèges**• **Dépenses de fonctionnement :**

1.671.395 € pour le fonctionnement général

461.337 € pour le service des interventions périscolaires

32.800 € pour la compétence restauration

• **Recettes de fonctionnement :**

327.555 € au titre de la participation des usagers de la restauration au FDRS

• **Dépenses d'investissement :**

62.113 € pour le mobilier scolaire et administratif

24.000 € pour les interventions périscolaires

37.553 € pour le matériel de restauration

• **Recettes d'investissement :**

49.900 € remboursements des prêts d'honneur étudiants

Autres partenaires

• IUFM et école annexe : 25.500 €

• CDDP 7.200 €

• CNAM 12.500 €

• DUT 7.500 €

Chiffres clés

• 19 collèges creusois, dont 1 collège privé

• 4.585 collégiens à la rentrée 2013, dont 53 au collège privé

• 128 postes d'adjoints techniques territoriaux

• 530 écoliers ont participé à des classes de découverte

• 1.354 collégiens ont été aidés pour participer aux voyages scolaires

• 1.175 dictionnaires distribués aux élèves de 6^{ème}

• 1.175 calculatrices distribuées aux élèves de 6^{ème}

• 6.782 bénéficiaires du dispositif « collège au cinéma »

Missions**Gérer les relations avec les collèges du département :**

- Dotations de fonctionnement et crédits pour l'entretien des EPLE.
- Suivi administratif des personnels (partenariat DRH).
- Conseil et assistance en maîtrise sanitaire restauration.
- Prise en charge des réparations en restauration (FDSH) et acquisition des matériels et mobiliers scolaires, administratifs et de restauration (marchés publics).
- Soutien à la scolarité des élèves et gestion des dispositifs culturels en faveur des collégiens.

Et les autres partenaires :

- Université de Limoges (subvention fonctionnement du campus de Guéret et du DUT Carrières sociales).
- CNAM du Limousin (subvention fonctionnement du MASTER).
- CDDP 23 - Réseau CANOPE (subvention fonctionnement).

Principales réalisations 2013

- Elaboration de la convention de mise à disposition du campus de Guéret à l'Université de Limoges.
- Phase II de l'expérimentation d'aide à la restauration : déploiement à l'ensemble des élèves du collège Nadaud.
- Mise en œuvre de la nouvelle convention cadre CG23-EPLE.
- Elaboration de la convention tripartite pour le fonctionnement du DUT Carrières sociales.
- Elaboration de la convention cadre avec le CDDP 23.
- Participer à la mise en place du projet AGRILocal 23 pour faciliter le recours aux produits locaux dans les restaurants scolaires

Evolutions prévues pour 2014

- Mise en œuvre du règlement départemental pour l'attribution des concessions de logement dans les EPLE.
- Finalisation du nouveau dispositif d'aide à la restauration des collégiens et lycéens.
- Révision du dispositif d'allocation cantine en faveur des écoliers.
- Appel d'offre pour l'acquisition du mobilier des salles de sciences des collèges d'Ahun et de Bénévent-l'Abbaye (projet transversal avec la Direction des Bâtiments et la DISC).



Données budgétaires

Budget : 20.000 €
(hors transports)

Chiffres clés

- 2 élus jeunes par collège soit 40 élus (1 titulaire en 4^{ème} et 1 suppléant en 5^{ème})
- 150 élèves venant de 18 collèges creusois ont participé à la 6^{ème} édition de la Rencontre sportive inter-collèges

DIRECTION DE L'ÉDUCATION : CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES

Missions

Education à la citoyenneté par la découverte du fonctionnement de l'institution départementale, en donnant aux collégiens la possibilité de devenir acteurs de la vie publique.

Principales réalisations 2013

- Célébration du 10^{ème} anniversaire du Conseil Général des Jeunes. Voyage citoyen au Parlement Européen de Strasbourg.

Commission « Education, culture et sport » :

- La 6^{ème} édition de la Rencontre Sportive Inter-collèges.
- Mise en valeur de sites culturels creusois par une activité de géo-caching.
- Rédaction d'une charte éco-citoyenne sur les règles de bonne conduite dans le domaine environnemental au sein des collèges.

Commission « Solidarité » :

- Journée d'échanges avec les enfants du Secours Populaire.
- Journée « Action Solidaire » à destination des familles soutenues par le Secours Populaire.
- Collecte de jouets au profit du Secours Populaire et des Restos du Cœur.
- Sensibilisation à l'accès à la vie de la cité des personnes déficientes dans les domaines du repérage, de la lecture et de la compréhension.

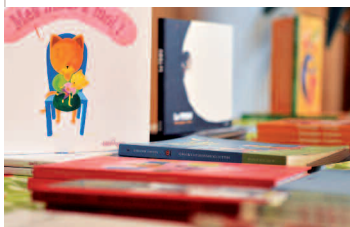
Commission « Environnement » :

- Activités sur le thème de la haie champêtre : chantiers de plantation de haies en zone urbaine et bouturage de saules.
- Organisation d'une fête de la haie champêtre afin de sensibiliser le public à son rôle primordial dans l'écosystème et la valorisation du bocage.

Evolutions prévues pour 2014

- Création d'un verger conservatoire et pédagogique à l'Etang des Landes.
- Participation au festival du livre jeunesse « Mômes à la page » qui se déroulera du 7 au 11 octobre 2014 à Bourgneuf.
- Organisation d'une collecte de lunettes au bénéfice des malvoyants les plus démunis de France et du Tiers Monde.

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE



Données budgétaires

Budget
de fonctionnement
hors personnel :
280.112 € (actions)

Budget
d'investissement :
42.852 €

Missions

Développer la lecture et la lecture publique dans le département par :

- le soutien à la création et au fonctionnement des bibliothèques locales ;
- la constitution d'une collection de documents, son traitement et sa diffusion par bibliobus ou dans ses locaux ;
- l'évaluation du fonctionnement du réseau départemental de lecture publique ;
- la formation des bibliothécaires et des autres acteurs du développement de la lecture ;
- l'action culturelle par l'animation autour du livre et des arts du récit ;
- la concertation avec les partenaires du développement de la lecture et de la lutte contre l'illettrisme ;
- la coopération avec les bibliothèques au niveau régional et national.

Principales réalisations 2013

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan départemental de développement de la lecture publique et dernière année du Contrat Territoire Lecture.
- Lancement de l'opération « Mon premier livre », un album offert à chaque bébé creusois né ou adopté en 2013.
- Création des Journées départementales du livre jeunesse « Mômes à la page », première édition du 20 au 23 mars 2013 à La Souterraine.
- Organisation de la 17^{ème} édition du festival Coquelicot.
- Création de nouveaux locaux de bibliothèques à Crocq et Saint-Laurent.
- Concertation avec la Communauté d'agglomération du Grand Guéret pour la mise en œuvre d'un réseau intercommunal de bibliothèques.
- Création en janvier 2013 de 2 navettes hebdomadaires pour étendre le service d'acheminement des réservations de documents aux bibliothèques les plus actives ; les autres bibliothèques continuent à bénéficier d'un acheminement par voie postale, à l'aide d'enveloppes prépayées par le Conseil Général.
- Mise en œuvre de la nouvelle informatisation de la BDC.

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Evolutions prévues pour 2014

- Poursuite de l'accompagnement des projets de création de nouveaux locaux de bibliothèques (Boussac, Bussière-Dunoise, Dontreix, Naillat, Royère-de-Vassivière, etc.) et de la concertation avec les communautés de communes pour la mise en œuvre de réseaux intercommunaux de bibliothèques (Creuse Grand Sud).
- Poursuite de la ré-informatisation de la BDC par la mise en œuvre d'un portail départemental.
- Organisation de la 18^{ème} édition du festival Coquelicontes du 12 au 25 mai 2014.
- Poursuite de l'opération « Mon premier livre », demande de labellisation « Premières pages ».
- 2^{ème} édition des Journées départementales du livre jeunesse « Mômes à la page », à Bourganeuf du 7 au 11 octobre 2014.

**Chiffres clés**

- 188.364 documents au 31/12/13
- 10.342 documents achetés dans l'année
- 80.562 documents prêtés
- 135 communes desservies, dont 121 par une bibliothèque tout public
- 221 dessertes ont été effectuées par bibliobus au cours de 128 tournées, environ 90 navettes d'acheminement des réservations
- 27.022 réservations de documents, dont 42% par Internet
- 350 bénévoles et 47 salariés pour 22 ETP travaillant dans les bibliothèques du réseau départemental
- 280 journées - stagiaires en 26 jours de stage touchant 192 personnes
- 56 spectacles lors du festival Coquelicontes dont 14 dans les Relais Assistantes Maternelles et 4 dans les Collèges, 3.141 spectateurs

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES



Données budgétaires

**Budget : 98.700€,
dont :**

- Collecte des archives : 8.000 €
- Classement, traitement et conservation : 53.400 €
- Valorisation : 37.300€

Chiffres clés

- 11 km d'archives
- 138 mètres linéaires traités en 2013
- 2,5 millions de pages numérisées
- 10.900 articles communiqués en salle de lecture
- 387.688 connexions Internet
- 4 expositions
- 1.630 visiteurs
- 691 scolaires

Missions

- Collecte des archives.
- Classement, traitement des fonds et conservation.
- Valorisation.

Principales réalisations 2013

- Organisation du 28 janvier au 28 mars 2013 d'une exposition sur le thème de l'Agriculture au Moyen-âge, autour du calendrier de Clairavaux.
- Organisation en mars 2013 de deux conférences animées par Perrine Mane (chercheur au CNRS, spécialiste de la vie matérielle médiévale en Europe occidentale) et David Glomot (Agrégé, spécialiste des paysages et de l'économie rurale en Haute-Marche et Combraille à la fin du Moyen-âge).
- Numérisation de nouveaux fonds.
- Enrichissement du site internet.

Evolutions prévues pour 2014

- Collecte, numérisation et mise en ligne pour aider à l'histoire des territoires.
- En exploitant l'image et l'écrit, transmettre la mémoire de la Grande Guerre aux jeunes générations.

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES



Données budgétaires

• **Restauration des Monuments Historiques (classés et inscrits) :**
199.592 € en faveur de 15 communes et 1 communauté de communes

• **Aides allouées à la restauration du patrimoine (Monuments Historiques et Petit Patrimoine Rural Non Protégé) :**
298.594 €

• **Restauration du Patrimoine Rural non Protégé :**
99.002 € en faveur de 21 communes

• **Réserve Naturelle de l'étang de Landes :**

• **Réalisation de travaux de génie écologique :**
15.811 €

• **Réalisation de la maison de la réserve et de ses abords :** 579.355 €

Missions

Contribuer à la politique patrimoniale départementale :

- Coordination, soutien aux grands projets patrimoniaux du département.
- Conservation des Antiquités et Objets d'Art : inventaire, étude, conseils et expertise pour la restauration, la protection des objets mobiliers religieux non protégés et inscrits à l'Inventaire des Monuments Historiques.
- Inventaire, étude du patrimoine vernaculaire et bâti, civil et religieux.
- Gestion des aides financières à la restauration des édifices publics et des objets mobiliers religieux protégés au titre des Monuments Historiques et non protégés.
- Valorisation du patrimoine départemental : évènementiels, publications, conférences.
- Gestion du Syndicat Mixte des Ruines de Crozant.
- Gestion de la Réserve Naturelle Nationale de l'étang des Landes.
- Développement de la Vallée des peintres.

Principales réalisations 2013

- Poursuite de l'inventaire du Pays Dunois et réalisation de 2 expositions sur le territoire du Pays Dunois.
- Publication de 5 cantons de la collection « Patrimoine de nos villages » et publication de l'ouvrage « A chacun son cinéma » dans la collection « Patrimoine de la Creuse ».
- Antiquités et objets d'art : récolement quinquennal, inspection, restauration et organisation de la Commission Départementale des Objets Mobiliers.
- Ruines de Crozant : réalisation d'une étude préliminaire de mise en valeur de l'ancienne forteresse.
- Poursuite des travaux de réhabilitation du Domaine de Landes, finalisation du parking et des aménagements extérieurs.
- Coproduction d'une exposition « La Creuse, une vallée atelier 1830-1930 » de mai à octobre avec 4 musées, sur 2 départements.

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PATRIMOINES

Evolutions prévues pour 2014

- Renouvellement du plan de gestion de la Réserve Naturelle de l'étang des Landes qui permettra de dresser le bilan des actions menées depuis 2006 et d'élaborer le plan d'actions 2014-2018 en concertation avec les différents partenaires.
- Ruines de Crozant : réalisation d'un parcours d'interprétation (signalétique + audioguides), diagnostic architectural de la porterie d'entrée, évaluation archéologique de la porterie d'entrée à la porterie intermédiaire.
- Rendu en juin de l'étude muséographique et scénographique du musée de la Résistance.
- Rendu de l'étude de faisabilité sur la labellisation du granite creusois.
- Manifestation Viviani en partenariat avec Bourgneuf en août 2014 (exposition, colloque, défilé, restauration statue).
- Rendu des étudiants sur 100 points de vue pour la Creuse.
- Ouverture programmée mai 2014 de la Maison de la Réserve qui comprendra une salle d'exposition permanente et de nombreux outils pédagogiques permettant de sensibiliser les visiteurs à la fragilité des lieux.

**Chiffres clés**

9 publications réalisées depuis 2007 dans la collection « Patrimoine de la Creuse »

17 cantons et un hors-série ont fait l'objet d'une parution dans la collection « Patrimoine de nos Villages »

Inventaire du Pays Dunois :

- 3.600 grilles de repérage
- 680 notices individuelles
- 27.000 photos de terrain
- 8.000 photos référencées et annexées aux notices
- 70 animations totalisant 1.400 participants dont 600 scolaires, dans le cadre notamment des Rendez-vous nature de la réserve de l'Etang de Landes.
- 20.000 visiteurs sur les 4 musées participant à l'exposition « La Creuse, une vallée atelier 1830-1930 »
- 30 institutions du Centre et du Limousin mobilisées en Comité de pilotage du projet « Vallée des peintres »

- ACTP** : Allocation compensatrice tierce personne
- ADAPEI** : Association départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales
- ADRT** : Agence de développement et de réservation touristiques
- AED** : Aide éducative à domicile
- AEMO** : Action éducative en milieu ouvert.
- AFAF** : Association française d'agroforesterie
- AFR** : Aide à finalité régionale
- ALEFPA** : Association laïque pour l'éducation, la formation, la prévention et l'autonomie
- ANAH** : Agence nationale de l'habitat
- APA** : Allocation personnalisée d'autonomie
- APAJH** : Association pour adultes et jeunes handicapés
- APRE** : Allocation personnalisée de retour à l'emploi
- ARS** : Agence régionale de santé
- ASE** : Aide sociale à l'enfance
- BDC** : Bibliothèque départementale de la Creuse
- BDP** : Bibliothèque départementale de Prêt
- CAC** : Comité d'accueil creusois
- CAMSP** : Centre d'action médico-sociale précoce
- CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières
- CDDP** : Centre départemental de documentation pédagogique
- CDOS** : Comité départemental olympique et sportif
- CEL** : Contrats éducatifs locaux
- CESU** : Chèque emploi service universel
- CH** : Centre hospitalier
- CIADT** : Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire
- CNDS** : Centre national pour le développement du sport
- CODERPA** : Comité départemental des retraités et personnes âgées
- COFRAC** : Comité Français d'Accéditation
- CPEF** : Centre de planification et d'éducation familiale
- DASP** : Direction de l'action sociale de proximité
- DASRI** : Déchet d'activité de soin à risque infectieux
- DCT** : Démarche collective territorialisée
- DDCSPP** : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
- DDT** : Direction départementale du territoire
- DEFJ** : Direction enfance, famille, jeunesse
- DLA** : Dispositif local d'accompagnement
- DPPA** : Direction des personnes en perte d'autonomie
- DRAC** : Direction régionale des affaires culturelles
- DSP** : Délégation de service public
- EHPAD** : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
- ENSA** : Ecole nationale supérieure d'art
- ENT** : Espace numérique de travail
- EPCI** : établissement public de coopération intercommunale
- EPLE** : Etablissement public local d'enseignement
- ESAT** : Etablissement et service d'aide par le travail
- ESB** : Encéphalopathie spongiforme bovine
- FAM** : Foyer d'accueil médicalisé
- FDSH** : Fonds départemental des services d'hébergement
- FEADER** : Fonds européen pour l'aménagement et le développement rural
- FEDER** : Fonds européen de développement régional
- FSE** : Fonds social européen
- GEM** : Groupement d'entraide mutuel
- LED** : Limousin entreprises durables
- MAIA** : Maison pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer
- MDPH** : Maison départementale des personnes handicapées
- MEEF** : Maison de l'emploi et de la formation
- ODAS** : Observatoire décentralisé de l'action sociale
- OPA** : Ouvriers de parc et ateliers
- PACT** : Réseau PACT Habitat
- PAI** : Point accueil informatique
- PCH** : Prestation de compensation du handicap
- PDALPD** : Plan départemental d'aide au logement des personnes défavorisées
- PDIPR** : Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée
- PDTR** : Plan départemental touristique de randonnée
- PLIE** : Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi
- PMI** : Protection maternelle et infantile
- PTI** : Pacte territorial d'insertion
- RPI** : Regroupement pédagogique intercommunal
- RSA** : Revenu de solidarité active
- SAAD** : Services d'aide à domicile
- SAAF** : Service d'accueil et d'accompagnement familial
- SAMSAH** : Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés
- SIG** : Système d'information géographique
- SME** : Syndicat mixte d'études
- SNATED** : Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger
- SOLIMA** : Schéma d'orientation des musiques actuelles
- SRDE** : Schéma régional de développement économique
- UDOTSI** : Union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative
- UPSAV** : Unité de prévention, de suivi et d'analyse du vieillissement
- UTAS** : Unité territoriale d'action sociale
- UTT** : Unité territoriale technique
- VLU** : Véhicule léger utilitaire



Hôtel du Département - BP 250 - 23011 Guéret Cedex - Tél. 05 44 30 23 23
Fax 05 44 30 23 27 - president@cg23.fr - www.creuse.fr